



**Habitat et Interventions Sociales**

**GRUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC**



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



1. Éditorial du Président, Monsieur Philippe CROUZET	p. 4
2. Événements marquants de l'année 2025	p. 5
Nos Savoir-Faire	p. 7
Nos missions	p. 8
Chiffres Clés 2025	p. 8
3. Pôle Fluidité Hébergement Logement	p. 9
4. Favoriser le relogement par l'insertion professionnelle	p. 23
5. Focus - Partenariats	p. 25
6. Pôle Interventions sociales et territoires	p. 29
7. Missions d'urgence sociale	p. 44
8. Le GIP HIS en appui - Transfert de compétences	p. 50
9. Nos atouts pour réaliser nos missions	p. 52
10. Ressources financières	p. 55
11. Notre organisation	p. 56

## ÉDITORIAL DU PRESIDENT



En 2025, le GIP HIS a poursuivi le travail d'intérêt général qu'il mène depuis plus de 30 ans pour le compte de l'Etat, et qui associe actions opérationnelles, coordination des acteurs de l'accès au logement social et soutien à la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des personnes mal logées d'Île-de-France.

Pour mener à bien ses missions, le Groupement s'inscrit dans un réseau partenarial riche et diversifié, présent sur l'ensemble du territoire francilien.

Nous avons cette année développé et renforcé ces partenariats, par la réalisation d'actions en commun, l'appui et le transfert de compétences à d'autres acteurs en charge de personnes mal logées, ou la participation à des temps d'échanges et de réflexion sur des thématiques liées au mal logement.

Nous avons ainsi poursuivi notre travail de transmission de nos savoir-faire à nos partenaires, en proposant des ateliers de sensibilisation et des formations sur la question de l'accès au logement, ou en soutenant au plan opérationnel l'action des équipes sociales des structures d'hébergement. Notre objectif est toujours d'améliorer l'efficacité des parcours des personnes hébergées vers le logement et de favoriser la fluidité du système d'accès au logement.

Témoignant de sa confiance en notre expertise, l'EPFIF, pour lequel nous menions déjà des MOUS relogement dans le cadre des opérations de renouvellement urbain de Clichy-sous-Bois et Grigny, nous a confié une mission d'intermédiation locative en bail glissant, concernant l'ensemble des ORCOD IN franciliennes. Nous avons également été retenus pour un marché lancé par Grand Paris Aménagement afin d'accompagner le relogement de ménages.

Nous avons par ailleurs mis en place une nouvelle action, alliant les volets accès au logement et insertion professionnelle, financée par le Fonds social européen et menée en partenariat avec le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) d'Est Ensemble.

L'année 2025 a également été marquée par deux nouvelles missions d'urgence : le relogement de personnes occupant le Haras de Bessancourt (95) et une mission d'appui du SIAO 77 pour le diagnostic social de ménages ukrainiens hébergés dans un centre à la Ferté Gaucher. En nous les confiant, l'Etat nous identifie à nouveau comme l'acteur le mieux à même de réaliser ces missions délicates et d'exécution rapide.

D'une façon plus générale, la diversité et la complémentarité de l'ensemble des missions qui nous sont confiées, et qui concernent des publics variés, témoignent de la reconnaissance de notre action par les acteurs publics et associatifs.

Je remercie toutes les équipes du GIP HIS qui, par leur engagement et leur professionnalisme exemplaires, ont cette année encore contribué à améliorer le quotidien des personnes mal logées qu'elles accompagnent.

Le Groupement reste mobilisé pour 2026, en lien étroit avec ses partenaires, afin de favoriser l'accès au logement et l'insertion des publics les plus fragiles.

*Philippe Crouzet*

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

### JANVIER

Réorganisation des missions du GIP HIS autour de deux pôles : le Pôle Fluidité Hébergement Logement et le pôle Interventions sociales et territoires

### FÉVRIER

- Organisation du Séminaire Lutte contre l'habitat indigne par le service social – Renouvellement urbain
- Participation à la première réunion organisée par l'Observatoire Régional de l'habitat et de l'hébergement, dont l'objectif est de partager et valoriser les connaissances en matière de logement et d'hébergement

### MARS

Comité annuel de pilotage Solibail : présentation par le service COLP du bilan annuel 2024 pour le volet « Gestion et ménages accompagnés »

### AVRIL

Feuille de route régionale des SIAO - Commission logement : participation aux groupes de travail organisés par la DRIHL

### MAI

Comité de pilotage régional des ORCOD IN sur le logement, auquel ont participé les équipes des MOUS logement Clichy-Sous-Bois et Grigny

### JUIN

Démarrage de la mission « Accompagnement à l'accès au logement et à l'accès à l'emploi et la formation », en partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Est Ensemble et avec le financement du Fonds social européen +

## JUILLET

Mission d'urgence sociale : le préfet de la Région Ile-de-France et la DRIHL missionnent le GIP HIS afin de réaliser le diagnostic social des personnes occupant, sans titre, le Haras Saint-Jacques de Bessancourt, dans le Val d'Oise (95), afin de trouver des solutions de relogement ou d'hébergement temporaire adaptées à leur situation.

## AOÛT

- Mission d'urgence sociale : le GIP HIS est chargé par la DRIHL d'appuyer le SIAO 77 pour le diagnostic social de ménages ukrainiens hébergés dans un centre à la Ferté Gaucher (Seine-et-Marne).
- Reconduction de la mission « Intégration des réfugiés franciliens » (IRF) par une lettre de mission du préfet de la région Ile-de-France
  - Reconduction de la mission Appui Fluidité par lettre de mission (ateliers de sensibilisation, journées de formation, vérification de dossiers SYPLO)

## SEPTEMBRE

Participation à la 85<sup>ème</sup> édition du congrès HLM organisée par l'Union Sociale pour l'Habitat sur le thème « Les qualités du logement social », suivi des travaux de l'AORIF

## OCTOBRE

- Premier bail glissant (Clichy-Sous-Bois) dans le cadre d'une nouvelle mission d'intermédiation locative en bail glissant que l'EPFIF a confiée au GIP HIS afin de faciliter le relogement de ménages dans le cadre des ORCOD-IN franciliennes
- Participation au séminaire national de la semaine de l'intégration organisé par la DGEF/Ministère de l'Intérieur

## NOVEMBRE

AVDL 75 : participation aux premiers « ateliers d'intelligence collective » à destination des travailleurs sociaux. Il s'agit de groupes d'analyse de la pratique inter opérateurs, demandés par les services de l'Etat afin de faciliter les échanges

## DÉCEMBRE

Participation à la 14<sup>e</sup> journée régionale de l'AFFIL, association dont le GIP HIS est adhérent. Cette rencontre annuelle a pour objectif de rassembler les adhérents de l'association, aux côtés de partenaires des secteurs de la santé et de l'emploi.

## NOS SAVOIR-FAIRE

Créé en 1993, le GIP Habitat et Interventions Sociales est un organisme public à disposition du Préfet de la Région Île-de-France. Il a pour mission d'accompagner vers le logement, ou le relogement, des publics en situation de précarité et rencontrant des difficultés d'accès au parc locatif. Son expertise, sa réactivité et sa capacité d'intervention rapide pour entrer en contact avec les ménages, afin d'établir un diagnostic de leur situation sociale et de leurs besoins, permettent de mobiliser l'ensemble des intervenants publics ou privés susceptibles d'intervenir dans le processus de relogement.

### DIAGNOSTIQUER ET ACCOMPAGNER

Nous évaluons la situation sociale des ménages et leur proposons un accompagnement social et personnalisé, afin de favoriser leur relogement et renforcer leur autonomie dans leur parcours locatif.

### COORDONNER

Nous assurons la coordination opérationnelle de dispositifs d'accès au logement, à l'échelle régionale et nationale, avec pour objectif de faciliter l'adéquation entre l'offre locative et la demande des ménages. Nous participons également au relogement de personnes dans le cadre de projets de renouvellement urbain.

### INTERVENIR

Nous menons des interventions à caractère urgent, portant sur des situations exceptionnelles (mise à l'abri, squats, arrêté de péril...). Lors de ces missions, nous pouvons être chargés de réaliser des diagnostics de la situation sociale des ménages, qui permettront de leur proposer une orientation adaptée.

## NOS MISSIONS

### COORDINATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS ET PARTENARIATS

Nous sommes chargés de coordonner des dispositifs régionaux d'accès au logement (Solibail et le protocole Etat-Action Logement) et nous développons des partenariats permettant de diversifier l'offre de logement pour les publics que nous accompagnons.

### PROMOTION DE LA MOBILITÉ NATIONALE

Coordinateurs de la plateforme nationale pour le logement des réfugiés, nous nous employons à promouvoir la mobilité géographique, qui permet à de nombreuses personnes d'accéder à un logement de qualité hors Ile-de-France et s'avère être, plus largement, un formidable outil d'insertion sociale.

### APPUI À LA FLUIDITÉ RÉGIONALE

Les dispositifs d'hébergement de l'Ile-de-France font face à une saturation croissante, de nombreuses personnes ne trouvant pas de solutions de logement adaptées à leur situation. Nous menons deux missions (IRF et Appui Fluidité) sur le territoire francilien, qui ont pour objectif de permettre l'accès au logement des ménages résidant dans les centres d'hébergement et de fluidifier le système.

### INTERVENTIONS SOCIALES ET TERRITOIRES

Afin de proposer aux ménages un accompagnement vers le logement adapté à leur profil et leurs besoins, nous mobilisons, à l'échelle territoriale, différents dispositifs dont nous assurons la mise en œuvre depuis plusieurs années (AVDL, Baux glissants, partenariat avec la Fondation Lebaudy...). Nous intervenons également dans le cadre de projets de renouvellement urbain (ORCOD IN) et réalisons des actions plus ponctuelles (Mous relogement Habitat indigne Saint-Denis...).

## CHIFFRES CLÉS 2025



2 338

ménages

ont été accompagnés  
dans leur projet d'accès à un logement



3 773

ménages

ont été relogés dans un logement  
de transition ou pérenne

## PÔLE FLUIDITÉ HÉBERGEMENT LOGEMENT

### Renforcement de notre action pour favoriser la fluidité hébergement-logement avec la création d'un nouveau pôle

**Nous avons en 2025 créé un pôle spécifique afin de réunir et mieux articuler les missions qui répondent aux priorités de fluidification de l'hébergement en Ile-de-France.** Dans un contexte régional de difficultés à se loger, de nombreuses personnes hébergées ne parviennent pas à trouver de solutions de logement adaptées à leur situation. Saturées, les structures d'hébergement ne peuvent assurer une rotation de leurs places d'accueil. Notre **pôle Fluidité Hébergement Logement** comprend une diversité de dispositifs, dont on nous a confié la coordination ou la mise en œuvre ; ils ont pour objectif de permettre **l'accès au logement des ménages résidant les centres d'hébergement et de fluidifier le système.**

**Nous sommes depuis leur création chargés de coordonner deux dispositifs régionaux d'accès au logement : Solibail et le protocole d'accord entre l'Etat et Action Logement visant à renforcer l'application du droit au logement en Île-de-France.**

**Le dispositif Solibail avait été reconduit pour la période 2023-2026,** via un nouvel appel à projets mettant en avant les volets captation de logements, gestion locative et accompagnement social. Nous avons en 2025 contribué, en tant que coordinateur du dispositif, à la réflexion pour l'élaboration d'un cadre commun permettant d'harmoniser les pratiques de l'ensemble des opérateurs.

**Nous avons poursuivi la réorganisation de la mission Action Logement autour de la plateforme AL'In ;** les nouvelles modalités de mise en œuvre de l'action prévues par le Protocole 2022-2024 comprenaient en effet le transfert de l'activité du GIP HIS sur la plateforme.

**Ces deux dispositifs continuent de répondre aux enjeux de fluidification de l'hébergement francilien tout en garantissant à des milliers de personnes leur accès à un logement.** Afin de faciliter l'adéquation entre l'offre de logements proposée et la demande des ménages, nous assurons une étude minutieuse des dossiers des personnes et une bonne circulation de l'information entre les différentes parties prenantes. Notre rôle d'interface entre tous les acteurs de ces dispositifs permet de sécuriser les procédures d'accès au logement et ainsi contribuer à la fluidité hébergement-logement en Île-de-France.

Nous avons également continué notre **accompagnement vers le logement auprès des personnes bénéficiaires de la protection internationale (BPI), en complémentarité du travail effectué par les intervenants sociaux des centres du Dispositif National d'Accueil (DNA).**

**Nous avons notamment poursuivi notre travail de promotion de la mobilité géographique, qui permet à de nombreuses personnes mal logées d'accéder à un logement de qualité hors Île-de-France et s'avère plus largement être un remarquable outil d'insertion sociale.** Nous coordonnons la plateforme nationale pour le **logement des réfugiés (PNLR),** dispositif dédié aux BPI hébergés sur l'ensemble du territoire national et accompagnés par un travailleur social. Pour des ménages en grande difficulté, notamment ceux résidant dans un territoire francilien caractérisé par un déficit de logements adéquats et rencontrant des difficultés pour accéder à l'emploi, la mobilité géographique offre de réelles opportunités, tant en matière de logement que sur un plan professionnel.

**Par ailleurs, à la demande du préfet de la Région Ile-de-France, notre service Intégration des Réfugiés Franciliens intervient auprès des publics réfugiés hébergés dans le DNA afin de favoriser leur sortie des centres d'hébergement et leur intégration sociale.**

Le déploiement sur le territoire francilien du programme AGIR\*, qui a réorganisé le champ de l'intégration, nous a conduits depuis 2024 à repositionner l'action d'IRF en complémentarité de celui-ci. Elle est désormais plus ciblée, se concentrant davantage encore en 2025, sur la formation et l'appui aux structures d'hébergement, afin de leur permettre de répondre aux enjeux de fluidité.

Nous apportons notre expertise en matière de logement et notamment notre connaissance des dispositifs gérés par les autres services du Groupement en Ile-de-France. Notre intervention vise ainsi à soutenir l'action des professionnels de ces structures qui n'ont pas toujours le temps et les compétences techniques pour travailler avec les ménages sur leur projet de logement. Outre ce soutien opérationnel, nous leur proposons également des ateliers de sensibilisation et des formations sur la question spécifique de l'accès au logement (voir page 50).

\* Accompagnement global et individualisé des réfugiés

Enfin, nous avons mis en place **une nouvelle action en 2025** : nous proposons un accompagnement à la fois socio professionnel et vers le logement aux demandeurs d'emploi résidant sur le territoire d'Est Ensemble. Financée par le Fonds social européen, cette mission est menée en partenariat avec le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) d'Est Ensemble.

## SOLIBAIL

Solibail est un dispositif d'intermédiation locative principalement destiné à des familles hébergées par l'État – en priorité à l'hôtel – et s'inscrivant dans un parcours d'accès à un logement autonome. Son fonctionnement repose sur l'intervention d'un organisme tiers (une association agréée) entre un propriétaire et un locataire, l'objectif étant de proposer un logement abordable à un ménage en difficulté, assorti d'un accompagnement social, et de sécuriser le propriétaire contre les risques de loyers impayés ou de dégradation du logement. Les locataires sont les associations gestionnaires qui assurent le paiement des loyers, l'entretien et la remise en état du logement. Les ménages participent au loyer en fonction de leurs ressources et disposent du logement pour une durée de 18 mois, renouvelable une fois.

Nous assurons depuis sa création en 2008 le pilotage opérationnel du dispositif, à l'échelle régionale, en garantissant l'adéquation entre la demande (ménages orientés) et l'offre (logements captés).

L'équipe Solibail du GIP HIS assure trois missions :

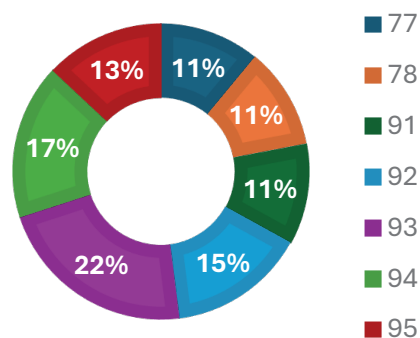
- > La **vérification de la conformité des logements** en fonction d'un référentiel précisant les normes d'un logement décent. Ces logements sont sélectionnés par 8 opérateurs (associations) retenus par la DRIHL\* ;
- > La **coordination des entrées et sorties des logements**, à l'échelle régionale, entre les SIAO (Services intégrés de l'accueil et de l'orientation) et les 19 associations gestionnaires retenues par la DRIHL dans le cadre d'un appel à projet ;
- > La **mise en œuvre de plusieurs expérimentations** et l'analyse de leur impact sur le dispositif (ménages isolés/réfugiés ; ménages allophones).

Les associations assurent un accompagnement social des ménages (gestion du budget, aide aux démarches administratives...).

Le dispositif doit permettre aux ménages de se stabiliser et de devenir autonomes, dans des logements de qualité, en vue d'intégrer un logement pérenne.

\* Direction régionale interdépartementale de l'hébergement et du logement

Répartition départementale des ménages dans le dispositif



### Profil des ménages entrés en 2025

- > Solibail accueille toujours une majorité de familles monoparentales (44%) et de couples avec enfants (37%), les personnes isolées représentant 10% des ménages. Des proportions très proches de celles de 2024.
- > 70% des ménages disposent de ressources stables (tous types de contrats de travail, formation rémunérée, retraites) contre 30% sans emploi (bénéficiaires de l'Aide au Retour à l'Emploi ou de minima sociaux) ; des pourcentages stables par rapport à 2024.
- > Concernant les motifs d'entrée dans le dispositif, si l'on observe une hausse constante des ménages en structures d'hébergement, ceux qui sont hébergés à l'hôtel demeurent la cible prioritaire du dispositif :
  - 59% des ménages étaient hébergés à l'hôtel (65% en 2024)
  - 31% étaient en structure d'hébergement (29% en 2024 et 24% en 2023)

- 4% sont issus du Dispositif National d'Asile au titre de Solibail Réfugiés ou de l'expérimentation Solibail Ukraine (même proportion en 2024)
- 2% sont entrés au titre du DAHO\* (même pourcentage en 2024)

\*Droit à l'hébergement opposable

### Démarrage de l'expérimentation Solibail « Ménages allophones »

Une expérimentation a été lancée fin 2025 pour élargir l'accès au dispositif aux ménages allophones ne maîtrisant pas la langue française. L'objectif est de 125 ménages bénéficiaires. Au 31/12/2025, 23 logements avaient été mis à disposition ; 8 ménages sont entrés dans les lieux.

## Bilan 2025

Au 31 décembre 2025, Solibail accueillait 6 936 ménages représentant 23 378 personnes, soit 9 817 adultes et 13 561 enfants.

**1 698 ménages sont entrés dans le dispositif** (soit une moyenne de 142 par mois), et **1 482 ménages en sont sortis**, en très grande majorité vers du logement social (à hauteur de 87 %)

**378 logements ont été vérifiés** dans le cadre de la captation (soit une moyenne de 31,5 logements par mois) soit une hausse de 12,5 % par rapport à 2024

## SOLIBAIL ISOLÉS / RÉFUGIÉS

A la demande de l'Etat, nous expérimentons depuis 2018 le dispositif « Solibail Réfugiés » qui permet d'orienter vers un logement Solibail des personnes réfugiées isolées et ayant bénéficié d'un accompagnement vers le logement assuré par nos services sociaux. Ce dispositif s'avère particulièrement adapté aux spécificités des personnes réfugiées : il leur permet notamment de démarrer un parcours résidentiel qu'ils n'ont généralement pas connu dans leurs pays d'origine et de bénéficier d'un accompagnement au logement.

L'expérimentation « réfugiés » faisant désormais partie du dispositif global, la cohorte de ménages orientés par le GIP HIS est intégrée à la cohorte de ménage isolés.

Parmi les 1 698 ménages entrés dans Solibail en 2025, 69 sont des personnes réfugiées isolées issues du DNA orientées par le GIP HIS, contre 32 en 2024. 205 sont des personnes isolées orientées par les SIAO, majoritairement sortantes de structure d'hébergement (42%), contre 19% sortantes d'hôtel.

## Bilan 2025

169 ménages sont sortis du dispositif, en très grande majorité relogés dans le parc social (à 75%)



### Intervention du GIP HIS au Comité annuel de pilotage du dispositif Solibail

Cécile Serrate, cheffe du service Coordination de l'offre de logements et partenariats (COLP) faisait partie des intervenants. Elle a présenté le bilan de l'année 2024 pour le volet « Gestion et ménages accompagnés ».

Parmi les éléments exposés, on retient que les entrées dans le dispositif ont augmenté de 3% en 2024, une hausse qui s'est accentuée en 2025.

Les sorties sont également en augmentation (1 360 sorties soit +5,4% par rapport à 2023) ; une tendance qui s'est accentuée en 2025 (1 482 ménages sortis). Le dispositif continue ainsi de répondre à ses objectifs de tremplin vers l'accès à un logement pérenne.

## PROTOCOLE ÉTAT-ACTION LOGEMENT

**Nous contribuons depuis 2007 à la coordination du protocole Etat-Action Logement au bénéfice de ménages sortant de structures d'hébergement et d'intermédiation locative Solibail.** Pour intégrer ce dispositif, les ménages doivent avoir un lien à l'emploi.

Le protocole signé entre l'Etat et Action Logement fixe un objectif de mobilisation de 25% des logements gérés par Action Logement au bénéfice des salariés reconnus prioritaires au titre du DALO\* et/ou sortants de structures d'hébergement financées par l'Etat, ou d'intermédiation locative « Solibail ».

*\*Droit au logement opposable*

**L'équipe Action Logement du GIP HIS contribue à la mise en œuvre de ce protocole en :**

- Procédant à l'appariement entre les demandes des ménages et les propositions de logement qu'Action Logement lui communique, avec une recherche sur le logiciel SYPLO\* et la plateforme AL'IN des candidats adéquats ;
- Prenant contact avec le référent social du ménage dans la structure d'hébergement ;
- Accompagnant le montage du dossier jusqu'à sa transmission pour passage en CALEOL (commission d'attribution des logements) ;
- Suivant les relogements (baux signés).

Notre capacité d'évaluation des dossiers des candidats prêts au logement, les échanges réguliers avec nos partenaires orienteurs (SIAO\*, structures d'hébergement,

gestionnaires Solibail...), notre connaissance des attentes d'Action Logement Services et des bailleurs sociaux, nous permettent d'être un acteur pivot du dispositif et d'optimiser la fluidité entre hébergement et logement.

**En 2025, 731 propositions de logements nous ont été transmises par Action Logement Services** (avec une moyenne de 61 propositions par mois).

Les typologies les plus représentées sont les T2 (37%) et les T3 (31%). La part des T1 est de 18,5%. 64% de ces logements sont situés en grande couronne, 35% en petite couronne et 1% à Paris. Des pourcentages proches de ceux de 2024. Les départements les plus représentés sont, par ordre décroissant, l'Essonne, les Yvelines, le Val d'Oise et la Seine Saint-Denis.

*\*Service intégré de l'accueil et de l'orientation*

*\*\*Système Priorité Logement*

### Bilan 2025

**475 ménages relogés, soit 929 personnes ;**

Sur l'ensemble des ménages, **41% étaient réfugiés ;**

**38% des ménages étaient reconnus prioritaires au titre du DALO.**



#### Espace AL'In : poursuite de promotion de la plateforme

En lien avec les SIAO, notre équipe a poursuivi sa campagne d'information sur la plateforme d'offres de logements en ligne AL'In auprès des structures d'hébergement, afin de s'assurer de la bonne appropriation de cet outil. Développée par Action Logement, cette plateforme permet à tout salarié de se positionner sur des offres de logement Grand Public mais aussi, s'il est reconnu prioritaire, à des offres de logement réservées. Un espace spécifique intitulé « Fluidité » a été créé pour le compte du GIP HIS, avec pour objectif d'y rattacher tous les ménages éligibles au protocole Action Logement et hébergés dans les structures franciliennes.

Cette campagne d'information s'est appuyée sur différentes missions du GIP HIS, en particulier sur notre équipe Formation qui anime les ateliers de sensibilisation et les journées ISA (Information, Sensibilisation, Accompagnement) destinés aux intervenants sociaux, et la mission IRF (voir page 51).

## MISSION APPUI FLUIDITÉ

### SYPLO

#### Analyse des dossiers de ménages hébergés et inscrits dans Syplo (système priorité logement)

En 2021, nous avons été chargés pour la première fois, dans le cadre de la mission AGHIL, devenue mission Appui Fluidité, de vérifier la cohérence des dossiers des ménages hébergés et d'aider les référents sociaux à les compléter si nécessaire (demande de logement social actualisée et autres pièces justificatives), afin qu'ils puissent être présentés en Commission d'Attribution Logement (CAL).

La campagne de vérification de 1000 dossiers lancée en 2024 s'est achevée en juin 2025.

Au 31/12/2025, sur 1088 dossiers qui ont nous été transmis, **913** se sont révélés pertinents pour l'étude et **ont fait l'objet d'une analyse**. Ces dossiers sont issus des files actives de quatre SIAO : 252 pour le SIAO 75 ; 241 pour le SIAO 78 ; 252 pour le SIAO 92 ; 168 dossiers pour le SIAO 94.

**Après la réalisation d'un premier diagnostic transmis aux référents sociaux des ménages, les dossiers font l'objet d'une 2<sup>ème</sup> vérification 2 mois plus tard, puis d'une dernière vérification à 6 mois.**

#### Profil des ménages

Les ménages dont les dossiers ont été analysés relevaient de 295 structures d'hébergement différentes, situées dans les quatre départements sélectionnés pour la mission, soit 2 193 personnes.

Ces ménages comptent en moyenne 2,4 personnes, et sont constitués en majorité de personnes isolées (47%) et de familles monoparentales (33%). 52% d'entre eux sont reconnus prioritaires au titre du DALO, et 27% sont bénéficiaires de la protection internationale.

Les journées ISA (Information Sensibilisation Accompagnement), animées par notre équipe Formation (*voir aussi page 51*) auprès des intervenants sociaux de structures franciliennes, a fait apparaître le besoin d'un appui méthodologique renforcé concernant l'analyse de la complétude et la mise en cohérence des dossiers SYPLO. Aussi, le GIP HIS a proposé aux équipes bénéficiant de ces journées ISA de suivre des volumes de dossiers allant de 10 à 20 par structure. Au total, ce sont 74 dossiers qui ont été étudiés, répartis au sein de 16 structures franciliennes.

## LA PLATEFORME NATIONALE POUR LE LOGEMENT DES RÉFUGIÉS

La Plateforme nationale pour le logement des réfugiés, créée par l'Etat en 2015, a pour mission d'accompagner l'accès au logement des Bénéficiaires d'une Protection Internationale (BPI), dans une perspective de solidarité nationale des territoires.

Nous assurons la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif, en lien avec la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL) et la Direction Générale des Etrangers en France (DGEF), en garantissant la mise en adéquation des besoins de logement des personnes réfugiées avec des offres de logements disponibles dans toute la France (hors Île-de-France et la Corse). Dans ce cadre, nous coordonnons deux missions : la mission Mobilité nationale et la mission Réinstallation.

### Mission Mobilité Nationale

La mobilité géographique s'avère être un levier majeur dans les parcours résidentiels et d'insertion des personnes réfugiées, notamment celles résidant sur le territoire francilien, l'accès au logement y étant particulièrement difficile.

Nous garantissons l'adéquation des offres de logements disponibles identifiés dans les régions, issus du parc privé ou public, avec les besoins de personnes réfugiées et hébergées dans le Dispositif National d'Accueil ou des structures d'hébergement généraliste, sur l'ensemble du territoire. Ces relogements ont pour objectif de faciliter l'insertion des personnes, notamment grâce à l'accompagnement social assuré par un organisme local dès leur entrée dans le logement.

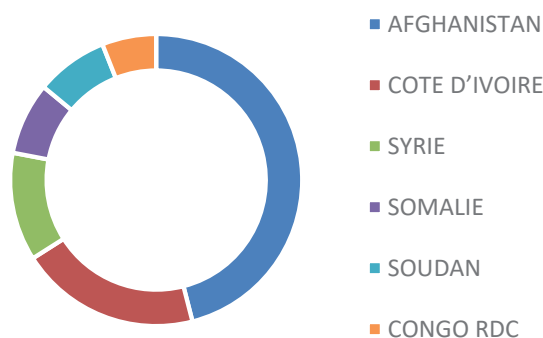
Le projet de mobilité repose sur le volontariat et est coconstruit avec le ménage. La proposition prend en compte la composition familiale, l'adéquation avec le projet de vie et, dans la mesure du possible, les vœux de localisation. Les ménages orientés en mobilité nationale sont généralement bénéficiaires des minima sociaux ; l'accès à l'emploi constitue par conséquent un élément important de l'accompagnement social proposé par nos partenaires dans les territoires d'accueil.

En 2025, la plateforme a enregistré 150 nouvelles demandes de logement pour 374 personnes ; le T1 était la typologie la plus recherchée (45% des demandes).

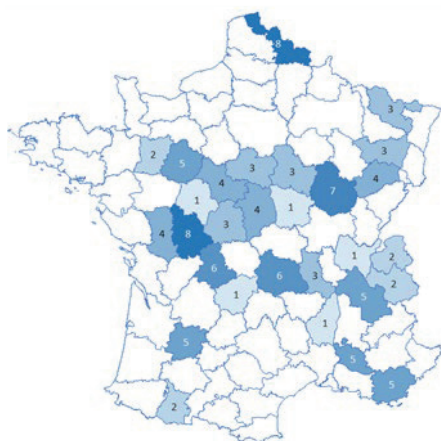
### Profil des 109 ménages relogés

- 27% sont composés d'une seule personne ; 23% sont des familles monoparentales ; 41% sont des couples avec enfants ;
- L'âge moyen est de 37 ans ;
- Parmi les 29 nationalités représentées, les Afghans constituent 27% des personnes relogées ;
- 72% des ménages étaient hébergés dans un centre du Dispositif National d'Accueil (et pour 55% d'entre eux, un centre francilien).

#### Principales nationalités



#### Départements contributeurs



### Bilan 2025

109 ménages relogés en mobilité, soit 334 personnes (176 adultes et 158 enfants) ;

26 départements ont transmis des logements disponibles durant l'année (111 logements).

## Poursuite de notre action dédiée au public francilien

En raison de son implantation géographique et des difficultés pour se loger en Ile-de-France, la plateforme porte depuis sa création une attention particulière au public BPI francilien.

Nous avons en 2025 fixé l'objectif suivant : 50% du total des relogements devait bénéficier à des réfugiés franciliens ; objectif quasiment atteint puisqu'au 31/12/2025 49% des ménages (soit 52) ayant accédé à un logement via le dispositif étaient issus de la région Ile-de-France, représentant 162 personnes.

À noter par ailleurs que 40% des nouvelles demandes de mobilité enregistrées en 2025 concernaient des ménages hébergés dans des centres franciliens.

### Mission Réinstallation

La mission Réinstallation a pour objectif de mobiliser des solutions de logement ou d'accueil temporaire pour des personnes en besoin de protection internationale et vivant dans des pays tiers. Identifiées par l'OFPRA\*, en lien avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), elles sont rencontrées lors de missions sur place.

Nous sommes chargés par la DGEF\*\* d'établir le calendrier des arrivées et leur répartition par régions (excepté l'Île-de-France et la Corse), d'apporter un appui technique aux territoires et de réaliser un suivi du dispositif.

Pour l'année 2025, les engagements d'accueil de la France s'élevaient à 3 000 personnes.

90% des personnes accueillies cette année ont intégré un logement pérenne dès leur arrivée sur le territoire français (soit un pourcentage équivalent à celui de 2024), Les autres ont été logées dans un hébergement temporaire (logement temporaire, hôtel, centres provisoires d'hébergement...).

78 départements ont été sollicités pour l'accueil des ménages. 730 logements ont été mobilisés pour les personnes accueillies ; 65% ont été captés dans le parc public et la typologie la plus représentée est le T3 (37%) suivi du T4 (34%).

\* Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

\*\* Direction Générale des Etrangers en France

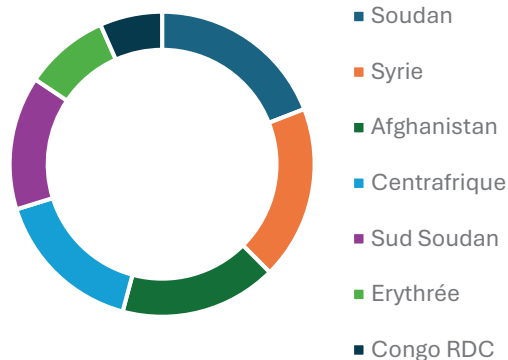
### Profil des personnes réinstallées

Les personnes réinstallées obtiennent dès leur arrivée le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire. Elles bénéficient d'un accompagnement à l'intégration d'un an dans les territoires d'accueil. Ces personnes se caractérisent par une grande vulnérabilité ; on observe notamment un certain nombre de familles avec d'importants problèmes médicaux.

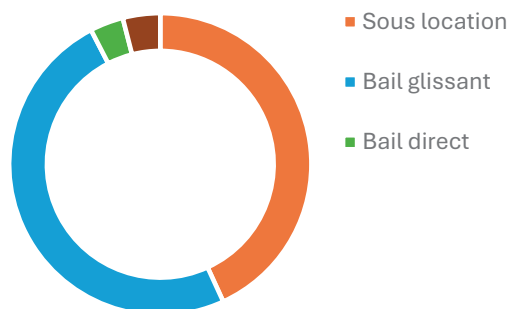
2 911 personnes accueillies sur le territoire français en 2025 :

- Femmes et hommes sont représentés à part quasi égale ;
- L'âge moyen des adultes réinstallés est de 34 ans ;
- 41% de couples avec enfants ; 28% de familles monoparentales ; 17% de personnes seules ;
- 14% des ménages comptent 6 membres ou plus ;
- 17 nationalités différentes. Les Soudanais (18%) et les Syriens (17%) sont les Premiers bénéficiaires du programme. Viennent ensuite les Afghans (16%) et les Centrafricains (15%).

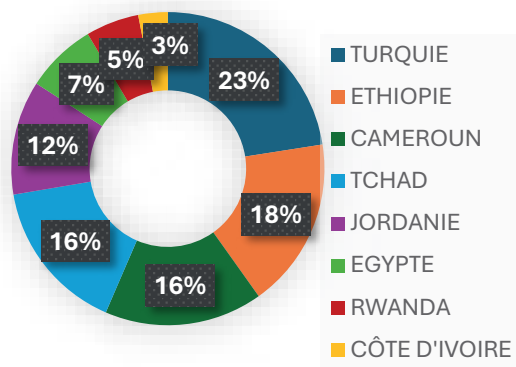
Principales nationalités des personnes accueillies



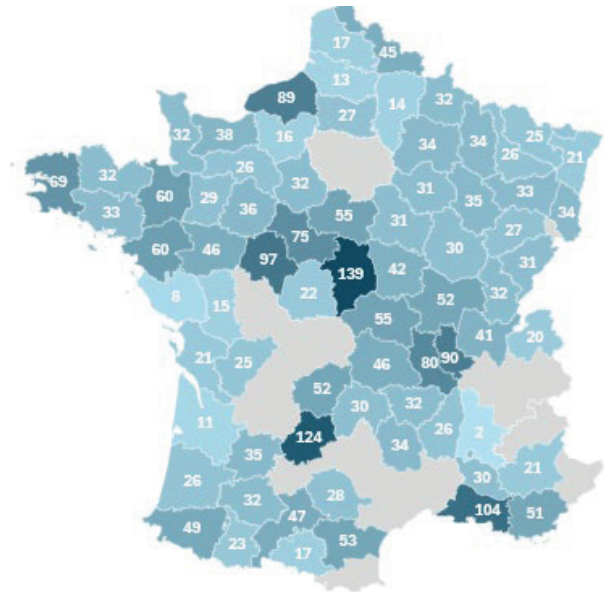
Dispositifs mobilisés



Pays de 1<sup>er</sup> asile des personnes réinstallées



Nombre de personnes accueillies



## Bilan 2025

**2 911** personnes réfugiées (886 ménages) ont été accueillies (soit 97% de l'objectif).

**73** départements d'accueil ont été mobilisés

## INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS FRANCILIENS

À la demande de la Préfecture de Région, nous avons mis en place en 2019 le service Intégration des Réfugiés Franciliens (IRF). Il a pour mission de contribuer à la fluidité des structures d'hébergement du Dispositif National d'Accueil (DNA), en accompagnant des bénéficiaires de la protection internationale qui y sont hébergés vers des solutions de logement adaptées à leur situation.

Depuis 2024, le déploiement du programme AGIR en Ile-de-France nous a conduits à repositionner l'action d'IRF en complémentarité de celui-ci et à nous concentrer davantage sur l'appui aux structures d'hébergement ; l'objectif étant le transfert de compétences en matière de logement, afin de leur permettre de répondre aux enjeux de fluidité.

### Les objectifs 2025 :

- Apporter un appui aux équipes sociales de centres d'hébergement pour demandeurs d'asile HUDA et CADA, hébergeant au-delà des 6 mois réglementaires un nombre particulièrement élevé de personnes ayant obtenu le statut de Bénéficiaire de la Protection Internationale (BPI). D'une durée maximum de six mois, ce soutien renforcé vise à consolider les compétences en matière de logement des intervenants sociaux de ces structures, et ainsi faciliter l'accès au logement des BPI, via un travail commun de diagnostic social de la situation des réfugiés et de suivi des démarches engagées. Notre équipe IRF intervient directement dans les centres concernés.
- Missions ponctuelles et urgentes : interventions ciblées à la demande des services de l'Etat
- Formation des intervenants sociaux :
  - Partage de pratiques (levée des freins au relogement, travail de méthodologie sur la gestion des dossiers, création d'outils de suivi...)
  - Formation des équipes sociales des structures du DNA à l'accompagnement vers le logement des BPI via des ateliers de sensibilisation proposés par notre équipe Formation (voir page 50)
- Appui à la mobilité géographique : repérage et accompagnement des BPI vers des solutions de logement hors Ile-de-France (programme de mobilité nationale).

En 2025, nous avons également poursuivi l'accompagnement des BPI intégrés dans nos files actives en 2024 selon les modalités d'intervention antérieures, et qui étaient encore en attente de logement en début d'année.

### Profil des ménages accompagnés

82% des 1 357 personnes que nous avons accompagnées en 2025 sont des hommes, vivant seuls pour 83% d'entre eux. La moyenne d'âge est de 32 ans.

75% disposent de revenus compris entre 1001 et 2000

euros, ce qui permet d'envisager un projet de logement dans des dispositifs variés.

Concernant le niveau de langue, on observe une diminution de la maîtrise de la langue française : les personnes accompagnées sont 45% à avoir un niveau de langue supérieur ou égal au niveau A2 en 2025, contre 51% en 2024. Ce chiffre souligne la nécessité de renforcer les compétences linguistiques via des sessions de français langue étrangère (FLE).

### Situation professionnelle

Une large majorité des ménages en cours d'accompagnement (79%) ont au moins une personne en emploi et disposent de ressources, un facteur essentiel pour bénéficier d'un accompagnement au logement. On observe une très légère baisse des ménages en emploi, soit 88% (dont 41% en CDI) contre 91% en 2024. La majorité des personnes accompagnées (56%) ont un contrat de travail de type intérim, CDD ou CDDI (Contrat à durée déterminée d'insertion). Chez les ménages relogés, le pourcentage de personnes en emploi est de 89%, avec une proportion quasi équivalente de contrats en CDI (45%).

Notons que certaines personnes perdent leur emploi au cours de l'accompagnement, leurs contrats prenant fin (mission d'intérim, CDD...), d'où l'importance du travail réalisé par les chargés d'accompagnement socio-professionnel du GIP HIS pour les soutenir dans leurs démarches.

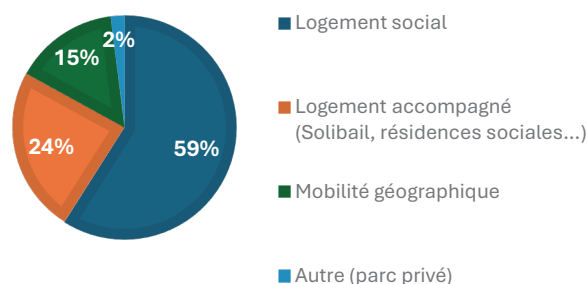
### Relogements

Sur les 350 ménages relogés en 2025, 83% l'ont été dans le parc pérenne (parc social, logement privé, mobilité nationale) – contre 71% en 2024.

56% des ménages relogés en Ile-de-France l'ont été dans un autre département que celui où ils étaient hébergés (40% en 2023 et 45% en 2023), ce qui témoigne du bon fonctionnement de la mobilité intrarégionale.

La durée moyenne d'accès au logement est de 10 mois.

#### Relogements par dispositif



## Bilan 2025

**1 357 personnes (soit 1 024 ménages) ont été accompagnées par le GIP HIS,**  
**544 personnes ont accédé au logement (soit 350 ménages, dont 52 hors Ile-de-France).**

## FOCUS

Appui auprès de 16 structures du DNA identifiées par les services de l'Etat.

La lettre de mission IRF 2025 flèche **16 structures du DNA** dans l'ensemble du territoire francilien, pour lesquelles le GIP HIS doit, par des missions courtes d'une durée de 6 mois, conduire un diagnostic de la situation des personnes hébergées et engager les démarches d'accompagnement au relogement. A la fin de cette période, le GIP HIS passe le relais aux équipes sociales des structures, après avoir veillé à leur formation et au transfert des compétences nécessaires en matière d'accès au logement.

Les ménages ciblés par notre intervention sont en situation de présence dite « indue » : leur hébergement dépasse les 6 mois réglementaires après l'obtention du statut de réfugié.

Cet appui a pu commencer en mai 2025. Au 31/12/2025, **l'action avait démarré dans les 16 structures**, soit 100% de l'objectif visé.

**558 ménages (794 personnes) ont fait l'objet d'un diagnostic.** Ces diagnostics de situation des personnes réfugiées ont permis le repérage de 1 962 freins au relogement, pour lesquels des actions ont été engagées.

**96 ménages ont été relogés.**

Notre intervention a été saluée par l'ensemble des préfetures de département. Elle a permis, dans des délais resserrés, d'obtenir des résultats concrets en matière de relogement et de réduction des situations de présence indue. Elle a également eu un impact sur les pratiques professionnelles des équipes sociales (meilleure maîtrise des dispositifs d'accès au logement, amélioration de la qualité et de la complétude des dossiers...).

### Les structures concernées par département :

75 : CADA APTM Paris C7503 ; HUDA Esquisse CASP

77 : HUDA EQUALIS - Lagny-sur-Marne ; HUDA Champagne-sur-Seine

78 : HUDA EQUALIS 'Séréna' - St-Germain-en-Laye ; HUDA CRF Trappes

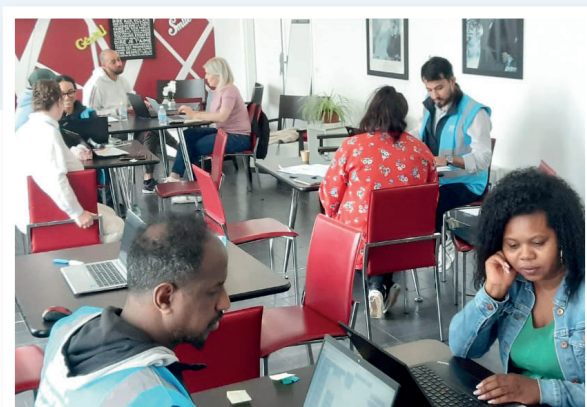
91 : HUDA CRF – Champcueil ; CADA CRF Brétigny-sur-Orge

92 : HUDA CASP Jardin du Monde Bourg-La-Reine ; HUDA Altéralia Clichy-La-Garenne

93 : CADA COS Montreuil (Les Sureau) ; HUDA FTDA Saint-Denis

94 : HUDA Aurore 'Pierre Semard' - Ivry-sur-Seine ; HUDA FTDA Créteil

95 : HUDA CPCV - Saint-Prix ; HUDA France Horizon Ecoen



## FOCUS

### Missions d'appui ponctuel

La lettre de mission 2025 pour IRF prévoit le maintien d'une capacité d'intervention du GIP HIS en urgence pour des missions ponctuelles, afin de réaliser des diagnostics et un accompagnement vers le logement de ménages dans un délai contraint.

Nous avons été sollicités dans ce cadre pour le soutien à **3 structures** (CHU Médián 17 Alteralia, HUDA Emmaüs Solidarité Savignyle-Temple, CHU Montmartre Armée du Salut Paris), dans un contexte de fermeture de ces structures. Le GIP HIS accompagne également des ménages hébergés dans **3 CAES, notamment dans celui de Sarcelles.**

Au 31/12/2025, le GIP HIS a ainsi accompagné **118 ménages dans 6 structures différentes, soit 118% de l'objectif**

#### Une mission d'urgence au CHU Médián en partenariat avec le SIAO 75

À la demande de la DRIHL\* 75 et avec l'accord de la Préfecture de Région, notre équipe IRF intervenait depuis 2024 au sein du **Centre d'hébergement d'urgence Médián**, situé dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris et géré par Alteralia. Il s'agissait, en appui des équipes sociales du centre, de permettre l'accès au logement personnes réfugiées qui y étaient hébergées.

**À la suite de l'annonce fin décembre 2024 de la fermeture définitive du centre en mars 2025, nous avons mis en place un accompagnement renforcé en partenariat avec le SIAO 75, afin de soutenir le CHU dans la recherche de solutions de sortie rapide,** notamment pour les réfugiés non encore accompagnés :

- les personnes éligibles au logement social ont été accompagnées prioritairement par le GIP HIS ;
- les personnes éligibles aux dispositifs d'intermédiation locative et d'hébergement ont été suivies en priorité par le SIAO 75. Pour les ménages pouvant prétendre à un logement temporaire, un accompagnement partagé a été mis en place, le GIP HIS ayant accès à certaines offres en intermédiation locative via les dispositifs qu'il coordonne.

#### Bilan au 31 mars 2025

**Nous avons accompagné 52 ménages dont 26 ont obtenu un logement pérenne ou temporaire** (dont 10 dans des dispositifs coordonnés par le GIP HIS : Fondation Lebaudy, Solibail et Protocole Etat Action Logement) ;

**Ces résultats ont pu être obtenus dans des délais très serrés grâce à une importante mobilisation interpartenariale GIP HIS/SIAO 75.**

*\* Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement*



---

**Monsieur Zalmay a été accompagné par une travailleuse sociale de l'équipe IRF et a pu être relogé dans une studette Lebaudy gérée par notre service social AVDL et Logements tremplins.**



*Je suis arrivé en France fin 2019. En janvier 2020 on m'a orienté vers un hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile géré par Alteralia, à Clichy. J'y suis resté 5 ans. C'était vraiment très difficile de vivre là-bas, on était 4 dans une petite chambre, il y avait en permanence du bruit.*

*J'ai obtenu mon statut de réfugié en 2023. En mai 2025, une équipe du GIP HIS est venue au centre. Ils se sont occupés de mon dossier, il manquait des documents indispensables pour pouvoir trouver un logement. Une fois mon dossier complété, on m'a proposé une studette à la Fondation Lebaudy dans le 20<sup>ème</sup>, et j'y ai emménagé en décembre 2025. Je suis enfin chez moi, au calme.*

*J'ai suivi une formation d'opérateur de commandes pendant 5 mois qui vient de se terminer.*

*Actuellement je suis à la recherche d'un emploi et une chargée d'accompagnement socio-professionnel du GIP HIS m'a aidée à faire mon CV et à trouver des offres d'emploi. J'espère bientôt décrocher un contrat. »*

---



## NOUVELLE MISSION

2025

## Accompagnement Accès au logement et Accès à l'emploi et à la formation

Nous proposons cet accompagnement depuis juillet 2025, dans le cadre d'un financement du Fonds Social Européen (FSE), en partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Est Ensemble\*. Destinée aux personnes en situation de précarité socio-économique, cette action prend place sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, département marqué par une forte pauvreté et un taux de chômage élevé.

Les personnes que nous accompagnons nous sont adressées par le PLIE d'Est Ensemble et ses partenaires.

### Nos missions :

#### 1. Accompagnement accès au logement :

- Diagnostic social personnalisé (évaluation de la situation sociale de la personne ; définition d'un plan d'action adapté à ses besoins ; accompagnement global : logement, démarches administratives, droits sociaux...)
- Accompagnement vers un projet de relogement adapté (entretiens individuels avec un travailleur social ; positionnement et suivi des demandes de logement ; ateliers collectifs)

#### 2. Accompagnement accès à l'emploi et à la formation

- Un point complet sur le projet professionnel de la personne (entretiens individuels avec un chargé d'accompagnement socio-professionnel ; définition d'un projet réaliste et d'un plan d'action)
- Levée des freins à l'emploi et montée en autonomie (orientation vers une formation si nécessaire ; ateliers techniques de recherche d'emploi et posture professionnelle ; mise en relation avec des entreprises)

**ACCOMPAGNEMENT ACCÈS AU LOGEMENT**

Un accompagnement ciblé du GIP Habitat et Interventions Sociales pour lever les freins à l'accès au logement de vos publics et les suivre dans leur projet de relogement

- **UN DIAGNOSTIC SOCIAL PERSONNALISÉ**
  - ✓ Évaluation de la situation sociale de la personne
  - ✓ Définition d'un plan d'action adapté à ses besoins
  - ✓ Accompagnement global : logement, démarches administratives, droits sociaux...
- **UN ACCOMPAGNEMENT VERS UN PROJET DE RELOGEMENT ADAPTÉ**
  - ✓ Entretiens individuels avec un travailleur social spécialiste de l'accès au logement
  - ✓ Positionnement et suivi des demandes de logement
  - ✓ Ateliers collectifs



**POUR QUI ?**

Demands d'emploi (hors allocataires du RSA) habitant ou hébergés sur une commune d'Est Ensemble :  
Bagnole - Bobigny - Bondy - Le Pré-Saint-Gervais - Les Lilas - Montreuil - Noisy-le-Sec - Pantin - Romainville

CONTACT ET ORIENTATION DE VOS PUBLICS :  
GIP Habitat et interventions Sociales  
co-accompagnement@giphabitat.net

Nous proposons cet accompagnement en cofinancement avec le Fonds Social Européen (FSE) et en partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Est Ensemble



**ACCOMPAGNEMENT ACCÈS À L'EMPLOI ET À LA FORMATION**

Un accompagnement de professionnels de l'insertion pour lever les freins à l'emploi ou à la formation de vos publics

- **UN POINT COMPLET SUR LE PROJET PROFESSIONNEL DE LA PERSONNE**
  - ✓ Entretiens individuels avec un Chargé d'accompagnement socio-professionnel
  - ✓ Définition d'un projet réaliste et d'un plan d'action
- **LEVÉE DES FREINS À L'EMPLOI ET MONTÉE EN AUTONOMIE**
  - ✓ Orientation vers une formation si nécessaire
  - ✓ Ateliers techniques de recherche d'emploi et posture professionnelle
  - ✓ Mise en relation avec des entreprises



**POUR QUI ?**

Demands d'emploi (hors allocataires du RSA) habitant ou hébergés sur une commune d'Est Ensemble :  
Bagnole - Bobigny - Bondy - Le Pré-Saint-Gervais - Les Lilas - Montreuil - Noisy-le-Sec - Pantin - Romainville

CONTACT ET ORIENTATION DE VOS PUBLICS :  
GIP Habitat et interventions Sociales  
co-accompagnement@giphabitat.net

Nous proposons cet accompagnement en cofinancement avec le Fonds Social Européen (FSE) et en partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Est Ensemble



Au 31/12/2025, 76 ménages ont intégré le dispositif, 47 ont été accompagnés sur le volet logement et 29 sur le volet emploi ; sur ces 76 ménages, 29 ont bénéficié d'un accompagnement pour les deux volets.

71% sont des personnes isolées ; 73% sont des hommes ; l'âge moyen est de 38 ans.

\* L'établissement public territorial Est Ensemble regroupe 9 villes du 93 : Bagnole, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville

### Bilan au 31/12/2025

- 5 ménages ont été remis à l'emploi (4 CDDI et 1 CDI)
- 5 ménages ont accédé à une formation
- 6 ménages relogés en Ile de France : 3 en logement social, 1 en en résidence sociale, 2 en logement temporaire avec la Fondation Lebaudy ;
- 1 ménage relogé en Mobilité Nationale en résidence sociale

Monsieur Cano est accompagné depuis juillet 2025 par le GIP HIS dans le cadre du programme "Accompagnement accès au logement et accès à l'emploi et la formation". Il a pu emménager fin août, via notre service AVDL\*, dans l'une des studettes de la Fondation Lebaudy mises à la disposition du Groupement et destinées aux personnes sans logement et engagées dans un parcours d'insertion professionnelle.

\*Accompagnement vers et dans le logement.



« À la suite d'une rupture amoureuse, je me suis retrouvé à la rue, j'ai vécu deux ans dans un camion avec juste un duvet pour dormir, c'était très dur.

Je travaillais à la Régie de Quartiers de Montreuil, une association qui emploie des salariés en insertion, je m'occupais des espaces verts en tant que chef d'équipe. Mais mon contrat à durée déterminée d'insertion s'est terminé en avril dernier.

En juin, mon ex-collègue en charge du recrutement à la Régie m'a orienté vers Ange Martinez, le chargé d'accompagnement socio-professionnel du GIP HIS. J'ai également rencontré le travailleur social Hugo Farine pour la question du logement et plus tard Élodie Richard qui a pris le relais lorsqu'on m'a proposé une studette de la fondation Lebaudy à Paris, dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement.

J'ai emménagé en août dans cette studette de 20 mètres carrés. J'y suis très bien, au calme, et j'aime beaucoup le quartier. La première chose que j'ai faite est de m'acheter un lit et je vais avoir une aide financière pour ajouter une table, des chaises et un micro-ondes.

Je peux enfin me reposer et je suis dans de bonnes conditions pour envisager plus sereinement l'avenir. »



Notre chargé d'accompagnement socio-professionnel Ange Martinez accompagne Monsieur Cano dans sa recherche d'emploi.

« Nous avons présenté le programme aux acteurs de l'insertion de Montreuil en juin dernier. C'est à la suite de cette session d'information que la Régie de quartier nous a adressé Monsieur Cano.

J'ai effectué un diagnostic de sa situation professionnelle et de ses compétences. Après avoir longtemps travaillé dans le bâtiment il s'est reconverti dans la gestion des espaces verts et désire

poursuivre sa carrière professionnelle dans ce domaine.

Je l'ai positionné sur des offres d'emploi du Muséum d'Histoire Naturelle qui correspondait à son profil, pour le jardin des Plantes et le zoo de Vincennes, et nous sommes actuellement en attente de réponse.

Je compte également solliciter les bailleurs sociaux qui pourraient avoir besoin de ses compétences pour l'entretien de leurs espaces verts. »

Hugo Farine, travailleur social dans l'équipe Accompagnement emploi logement, s'est occupé du volet logement dans l'accompagnement de Monsieur Cano.

« J'ai effectué le diagnostic social de Monsieur Cano. Beaucoup de démarches administratives n'avaient pas été faites. J'ai commencé par établir une demande de logement social, ainsi qu'une fiche SIAO, Monsieur Cano se trouvant dans une situation urgente, puisqu'il vivait dans son camion. J'ai aussi déposé un dossier de demande de DALO.

On a travaillé ensemble sur ses souhaits de logements qui étaient au départ assez restreints, afin d'élargir la zone géographique et la typologie. Monsieur Cano est bénéficiaire de l'aide au retour à l'emploi et ses ressources sont assez faibles.

Le service AVDL a fait savoir début août en interne qu'une studette du dispositif Lebaudy venait de se libérer et nous avons proposé sa candidature qui a été acceptée. »



Conseillère en Économie Sociale Familiale au service AVDL, Élodie Richard accompagne Monsieur Cano depuis qu'il a emménagé dans une studette de la Fondation Lebaudy.

« Compte tenu de la précarité de sa situation, nous avons proposé à Monsieur Cano d'intégrer une studette de la Fondation Lebaudy. Il a pu y emménager le 25 août dernier.

Le logement n'est pas meublé et étant donné la faiblesse des ressources de Monsieur, j'ai fait une demande de financement à la Mairie de Paris pour qu'il puisse s'acheter une table, des chaises, une armoire et un four micro-ondes.

Ce type de logement tremplin est parfaitement adapté à sa situation, sachant qu'il s'agit pour lui d'une première expérience locative. Je vais l'accompagner durant un an, avec pour objectif qu'il devienne autonome dans ses démarches administratives et prêt à intégrer un logement pérenne à l'issue des 12 mois d'hébergement au sein de la Fondation Lebaudy. »

## FAVORISER LE RELOGEMENT PAR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

**L'accès à l'emploi permettant une accélération du processus d'accès au logement, nous avons mis en place en 2022 une équipe spécifique d'appui à l'insertion professionnelle, en lien avec l'ensemble de nos services.**

Nous proposons par ailleurs, depuis juin 2025, un « Accompagnement accès au logement et accès à l'emploi et la formation », dans le cadre d'un cofinancement avec l'Union Européenne (voir page 21).

**Nos chargés d'accompagnement socio-professionnel (CASP) apportent leur savoir-faire en matière de mise à l'emploi, renforçant l'action des travailleurs sociaux de l'ensemble des services du GIP HIS.** Cette approche se veut complémentaire de l'action du service public de l'emploi et augmente les chances des ménages accompagnés d'accéder à une situation socioprofessionnelle stable, et ce faisant, de sécuriser leur projet de logement.

Nos intervenants sociaux peuvent orienter des personnes sans emploi ou avec des contrats précaires vers les CASP,

qui réalisent un diagnostic de leurs besoins et compétences, à l'issue duquel un accompagnement socio-professionnel est engagé.

En fonction des profils, sont mises en place des techniques de recherche d'emploi (CV, entretiens, salon de l'emploi...) ou des actions de mise à l'emploi (orientation des personnes vers différents dispositifs d'apprentissage linguistique ou de formation professionnelle qui leur permettront de démarrer un parcours d'insertion professionnelle).

L'objectif est de favoriser une **mise à l'emploi rapide, afin de permettre aux personnes accompagnées d'augmenter leurs ressources et de facto leurs opportunités d'accès au logement.**

En 2025, une nouvelle façon de travailler a été mise en place. Il s'agit désormais pour nos équipes sociales moins d'orienter des candidats vers les CASP que de s'approprier les outils et concepts de l'insertion professionnelle.

### FOCUS

#### Bilan insertion professionnelle 2022-2025

**Entre 2022 et 2025, 914 personnes accompagnées, 530 ont signé un contrat.**

Les 3 secteurs (Construction, Services, Transport) qui ont le plus embauché sont en adéquation avec les vœux exprimés par les candidats accompagnés, et correspondent aux secteurs en tension en Ile de France.

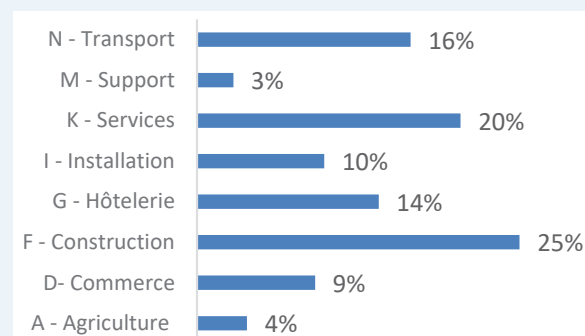
**90%** : c'est le taux de personnes inscrites à France Travail/CAP Emploi/les missions locales une fois que l'accompagnement à l'emploi a été engagé en interne au GIP HIS.

Les 10 entreprises qui ont le plus embauché de candidats accompagnés par le GIP HIS sont : Humando, Optim Emploi, ACOFORM, IDC formation, Pro Emploi, ADF Emploi, Free Compétences, les GRETA, Ressources Formation et ARES. Ceci s'explique par le fait que ces structures rayonnent par leur présence au niveau régional, ce qui permet de prospecter sur plusieurs territoires.

#### Le profil des candidats accompagnés :

- On relève que l'âge moyen est de 37 ans.
- 2/3 d'entre eux sont des hommes
- 70% sont des personnes seules

#### Domaine d'activité des contrats signés



#### Bilan 2025

**91 personnes sont ou ont été accompagnées, dont 30 pour lesquelles l'accompagnement a abouti positivement (emploi ou formation).**

## Karim Ansari, afghan de 27 ans, a été accompagné par notre équipe d'insertion professionnelle dans son projet de formation.



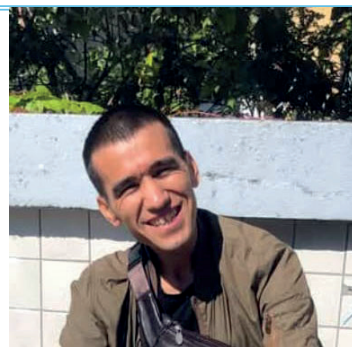
*Je suis arrivé en France en 2019. J'ai été hébergé dans un premier centre à Nanterre puis dans un CPH\* géré par Coallia, à Montrouge. C'est là que j'ai rencontré des personnes du GIP HIS en 2022 et que j'ai été mis en contact avec le chargé d'accompagnement socio-professionnel Ange Martinez.*

*En Afghanistan, je travaillais avec mes frères qui tenaient un garage, j'étais mécanicien deux roues. Je voulais continuer dans ce domaine en France et il me fallait un diplôme reconnu ici. Avec l'aide de Monsieur Martinez, j'ai pu m'inscrire dans un CAP\*\* que j'ai suivi pendant 2 ans, en travaillant en alternance dans un garage. Pendant toute cette période, j'ai été logé dans une maison pour étudiants à Nanterre, dans un studio de 22 m<sup>2</sup> appartenant à Action Logement.*

*Après avoir obtenu mon diplôme fin 2024, j'ai été embauché comme mécanicien en CDI dans un garage à Port-Marly, dans le 78. Maintenant que ma situation est stable, mon objectif est de pouvoir ouvrir un jour mon propre atelier de réparation pour les 2 roues. Je suis très reconnaissant envers Monsieur Martinez qui m'a beaucoup soutenu. »*

\* Centre provisoire d'hébergement

\*\* Certificat d'aptitude professionnel



## Ange Martinez, Chargé d'accompagnement socio-professionnel au GIP HIS a aidé Monsieur Ansari à trouver une formation et un emploi.



*Lorsque je l'ai rencontré, monsieur Ansari s'est montré très motivé par son projet professionnel, qui était solide, et je l'ai positionné sur un des rares centres de formation dans le domaine de la mécanique en Ile-de-France, à l'Institut National du cycle et du Motorcycle au Bourget.*

*J'ai revu son CV et l'ai préparé au test d'entrée dans la formation, où il a été reçu du premier coup. Je l'ai également aidé à trouver un garage où il pourrait travailler en alternance. Je l'ai aussi accompagné dans différentes démarches administratives, l'ai aidé à ouvrir un compte personnel de formation pour pouvoir passer le permis de conduire français, général et 2 roues.*

*Je l'ai par ailleurs préparé aux entretiens d'embauche pour être mécanicien moto. Monsieur Ansari est une personne particulièrement volontaire et il a rapidement gagné en autonomie. »*

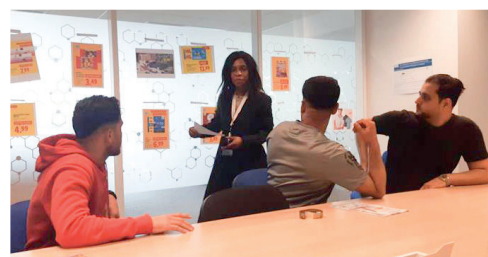
## FOCUS

### Un atelier collectif destiné aux candidats

Une session d'information collective a été organisée dans nos locaux mercredi 21 mai par notre équipe Insertion professionnelle. Cet atelier avait pour objectif de préparer des personnes en recherche d'emploi et accompagnées par le Groupement au recrutement organisé par l'enseigne Lidl, pour des postes de magasiniers en contrat à durée indéterminée.

Outre la présentation des caractéristiques du travail demandé, il a été proposé aux participants une mise en situation afin d'appréhender concrètement le poste de magasinier. Des exemples de produits, avec photo, nom et code étaient affichés, afin qu'ils puissent se familiariser avec la présentation des articles et s'entraîner à les associer avec les étiquettes correspondantes.

A la suite de cet atelier, nos chargés d'accompagnement socio-professionnel ont accompagné les participants à la session de recrutement organisée par Lidl. Sur les 5 personnes postulant, trois ont été retenues et ont signé leur contrat de magasinier en CDI.



## DES PARTENARIATS DIVERS

Nos missions nous sont confiées par des donneurs d'ordre différents (services de l'Etat au niveau régional et au niveau national), nous participons à leur définition et nous chargeons de leur mise en œuvre en lien avec des partenaires locaux.

En 2025, via nos missions ou des événements que nous avons mis en place ou auxquels nous avons participé, nous avons renforcé nos partenariats et en avons créé de nouveaux. Que ce soit en co-animant des actions, en proposant un appui à nos partenaires, ou en participant à des conférences et à la réflexion sur des thématiques liées au mal logement. Cette partie présente des exemples permettant d'illustrer les différents types de partenariats que nous avons mis en place.

### 1 • CO-REALISATION D'ACTIONS

#### Séminaire Lutte contre l'habitat indigne

Un séminaire organisé par notre service Renouvellement urbain-Lutte contre l'habitat indigne s'est tenu en février 2025 en présence et avec la participation de nos agents et de plusieurs de nos partenaires.



Ce fut l'occasion d'échanger sur la question de l'habitat indigne, une problématique qui traverse l'ensemble des missions du GIP HIS, et sur les pratiques professionnelles qui y sont liées, du repérage au relogement, en passant par l'accompagnement social et juridique.

Une première partie a eu pour objet l'action menée dans la commune nouvelle de Saint-Denis, en co-animation avec des représentants de la municipalité (notamment la responsable de la coordination sociale de l'habitat indigne pour la commune nouvelle de Saint-Denis, service avec lequel nous travaillons en collaboration étroite, afin d'orienter les ménages vers des solutions de relogement alternatives à l'hôtel).

La deuxième partie a été consacrée aux situations rencontrées dans le cadre de nos missions AVDL et des ORCOD IN de Clichy-sous-Bois et Grigny 2. Le contrôle de la qualité des logements dans le dispositif Solibail a également été présenté, en co-animation avec un représentant de l'Union Régionale Soliha.

Invité en tant que Grand témoin, Eric Constantin, Directeur de l'agence Île-de-France Fondation pour le Logement des Défavorisés, a partagé ses réflexions, soulignant les points clés et les enjeux qui ont émergé au cours des échanges.

Ce temps de travail a réuni 73 personnes. L'ensemble des services du GIP HIS étaient représentés. Ont également participé :

- La commune nouvelle de Saint Denis
- L'Union Régionale SOLIHA
- L'Etablissement Public Foncier d'Île de France
- La Fondation pour le Logement des Défavorisés
- Le Pôle lutte contre l'habitat indigne de la DRIHL



### ORCOD IN Grigny : coanimation d'ateliers avec l'EPFIF



Notre équipe de l'ORCOD Grigny a animé plusieurs ateliers avec des représentants de l'Établissement Public Français d'Ile-de-France (EPFIF) à la Maison du Projet. Destinés aux personnes concernées par le relogement, les ateliers abordent les thématiques suivantes :

- Les acteurs du projet de l'ORCOD IN et de la commune de Grigny
- Le processus d'expropriation
- Le relogement (pour qui, où et comment ?) et son contexte juridique
- Les conditions d'accès au parc social et l'élaboration de son projet de relogement.

### Un travail en partenariat étroit avec le CCAS de Bessancourt (voir aussi page 45)



Lors de la mission d'urgence qui nous a été confiée pour le relogement de ménages occupant sans titre le Haras de Bessancourt, nous avons travaillé étroitement avec le Centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville.

Plusieurs permanences se sont ainsi tenues en juillet 2025, dans une salle municipale, en présence des responsables du CCAS et du service logement de Bessancourt. Elles ont permis de rencontrer les ménages qui n'avaient pas encore été vus et de créer ou compléter les dossiers de demandes de logement social. Une répartition du suivi des ménages entre le CCAS et le GIP HIS a ensuite été mis en place (notes sociales, complétures des dossiers, accompagnement des ménages pour la visite des logements et signature des baux...).

Des réunions hebdomadaires ont par ailleurs été organisées entre nos équipes, permettant d'échanger sur l'évolution des situations et de livrer des compte-rendu précis aux services de l'Etat.

La qualité du partenariat établi avec le CCAS de Bessancourt est un atout pour le GIP HIS et la mission dans son ensemble.

### Mission Accompagnement Accès au logement et Accès à l'emploi et à la Formation Partenariat avec le PLIE d'Est-Ensemble (voir aussi page 21)

Créé pour répondre à des situations urgentes d'accès au logement, le GIP HIS a été amené à investir plus largement le champ de l'insertion professionnelle pour répondre aux besoins des publics rencontrés. Le projet stratégique 2024-2026 du Groupement a réaffirmé l'importance d'une approche intégrée de l'accès au logement prenant en compte l'accès à l'emploi et à la formation.

Le GIP HIS a déposé deux actions dans le cadre du FSE+ (Fonds social européen) destinées aux personnes en situation de précarité socio-économique et visant à favoriser, d'une part, leur insertion sociale par le logement et d'autre part, leur insertion professionnelle. Cette mission, qui concerne le territoire d'Est Ensemble, propose un accompagnement global vers l'emploi et/ou vers le logement en s'adaptant aux besoins des personnes. Elle est menée en partenariat avec le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) d'Est Ensemble qui nous adresse des personnes identifiées comme pouvant bénéficier de cet accompagnement.



Cofinancé par  
l'Union européenne



## 2 • APPUI À NOS PARTENAIRES

### L'appui aux équipes sociales des centres d'hébergement du Dispositif national d'accueil



Les travailleurs sociaux du service IRF ne sont plus les uniques référents des ménages dans l'accompagnement vers le logement, mais interviennent en appui des équipes des structures d'hébergement, via un travail commun de diagnostic social de la situation des personnes réfugiées et de suivi des démarches engagées.

L'objectif étant de lever les freins au logement pour les personnes les plus fragiles et de positionner sur des offres de logement les personnes immédiatement relogeables.

16 structures d'hébergement du Dispositif National d'Accueil (DNA), identifiées par la DRIHL, ont été concernées par ces interventions en 2025.

Des ateliers sur l'insertion professionnelle destinées aux équipes sociales des centres d'hébergement et aux personnes hébergées ont également été mis en place.

8 ateliers emploi ont été organisés en 2025 selon 2 modalités :

- Des sessions d'information sur les dispositifs d'accès à l'emploi auprès des équipes sociales avec une présentation des offres et des partenaires sur le territoire du site (HUDA de Bourg-la-Reine ; HUDA CPCV - Saint-Prix ; HUDA CASP Jardins du monde ; HUDA CASP Esquisse ; HUDA FTDA Saint Denis ; HUDA AUREORE Pierre Semard ; CADA CRF Brétigny sur Orge).

Un « mémo à l'usage des travailleurs sociaux » fait désormais partie des outils mis à disposition des intervenants sociaux des structures d'hébergement

- Des actions collectives auprès des bénéficiaires de la protection internationale (outils de recherche d'emploi, opportunités d'emploi (HUDA de Champcueil : Un atelier de préparation à une session de recrutement Amazon a de plus été organisé début juillet avec 11 BPI participants issus de cet HUDA.)

### Journées d'information Sensibilisation et Accompagnement (ISA) – des formations destinées aux structures de l'hébergement généraliste coanimées avec les SIAO franciliens.

Le GIP HIS propose aux équipes de centres d'hébergement généraliste franciliens (CHRS\* et CHU\*\*) des journées d'Information Sensibilisation et Accompagnement (ISA), sur la thématique de l'accès au logement. L'objectif de ces ISA, anciennement appelées « Formations-actions », est de contribuer à la montée en compétences des intervenants sociaux de ces structures, afin qu'ils soient en capacité d'accélérer les sorties vers le logement des ménages hébergés.

Au cours de l'année 2025, l'équipe formation du GIP HIS, s'est rapprochée des SIAO afin de leur proposer de collaborer aux journées ISA se déroulant sur leurs territoires. Ceux-ci ont accepté de coanimer les sessions, qui sont préparées conjointement en amont. Les équipes des SIAO ont soit participé à l'intégralité des journées ISA (2 journées) ou simplement à la demi-journée dédiée aux alternatives au logement social et celle relative à l'outil SYPLO.

Ces collaborations ont favorisé :

- Une meilleure contextualisation territoriale des contenus et outils présentés
- Une identification claire des acteurs et des rôles respectifs du SIAO et du GIP HIS
- Un renforcement des liens des structures avec les représentants du SIAO animant la session
- Des échanges tripartites complets et nourris sur des dossiers en cours de relogement ou problématiques
- Une meilleure compréhension du travail concret des SIAO et de leurs contraintes opérationnelles
- Une appréciation plus fine de la nécessité de complétude et de l'actualisation de la situation des ménages
- Une mise en avant de l'offre de formation des SIAO (i.e. formations SI SIAO ou webinaires)

\* Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

\*\* Centre d'Hébergement d'Urgence



### 3 • PARTICIPATION A DES EVENEMENTS



**Affil**

#### La journée régionale de l'AFFIL

Nous avons participé en décembre 2025 à la **14<sup>e</sup> journée régionale de l'AFFIL\***, association dont nous sommes adhérents. Cette rencontre annuelle, qui cette année avait pour thématique « De la rue au logement, approfondir les partenariats pour accélérer le Logement d'abord », a pour objectif de rassembler les adhérents de l'association, aux côtés de partenaires des secteurs de la santé et de l'emploi.

Des représentants de la DRIHL, de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Île-de-France, de la DRIEETS d'Île-de-France et de France Travail sont notamment intervenus lors de tables rondes, aux côtés d'adhérents de l'AFFIL, pour débattre de la mise en œuvre du Service public de la rue au logement en Île-de-France. Les fédérations membres de l'AFFIL ont également partagé leur lecture croisée des enjeux franciliens du logement social, du logement accompagné et de l'hébergement.

Plusieurs ateliers ont également été mis en place, animés conjointement par les fédérations membres de l'AFFIL ainsi que par des adhérents et partenaires mobilisés pour l'occasion.

\* L'Association Francilienne pour Favoriser l'Insertion par le Logement (AFFIL) est un espace de mise en réseau et de rencontres, qui participe au décloisonnement et à la fluidité entre les secteurs de l'hébergement et du logement et favorise le développement des coopérations entre les acteurs franciliens.

#### Séminaire national de la semaine de l'intégration

Organisé par la Direction Générale des Etrangers en France (DGEF), ce séminaire a permis de rassembler, en octobre 2025, des acteurs institutionnels, associations, opérateurs, représentants du monde économique et des territoires partenaires afin d'échanger sur l'actualité de la politique publique d'intégration des étrangers en France.

Les tables rondes, mini-séminaires et le forum qui ont ponctué la journée avaient pour objectif d'identifier les leviers et bonnes pratiques pour construire des parcours d'intégration réussis sur le territoire francilien.

#### Parmi les autres événements organisés par nos partenaires auxquels nous avons participé :

- Les journées nationales de l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine)
- La conférence régionale des SIAO
- L'atelier organisé par la DIHAL « Agir ensemble contre le sans-abrisme : 15 ans d'action partenariale et un engagement continu »
- La journée nationale Logement d'abord, organisée par la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) – Échanges, témoignages et ateliers.
- La rencontre nationale SOLIHA
- La 85<sup>ème</sup> édition du congrès HLM organisée par l'Union Sociale pour l'Habitat sur le thème « Les qualités du logement social »
- Nous avons également participé aux rencontres autour de la Présentation de la situation du mal-logement en Ile-de-France par la Fondation pour le Logement des Défavorisés



## PÔLE INTERVENTIONS SOCIALES ET TERRITOIRES

### Accès au logement des ménages prioritaires, lutte contre l'habitat indigne et renouvellement urbain.

Nous avons poursuivi en 2025 nos missions de lutte contre le mal logement au plus près des territoires.

Nous avons mené des actions d'accompagnement en Seine-Saint-Denis et à Paris, au titre de l'**AVDL (Accompagnement vers et dans le logement)**, outil majeur pour l'accès au logement des ménages reconnus prioritaires. Nous avons aussi accompagné des agents de l'Etat en situation d'urgence sociale dans le cadre de la mission ADLAE.

**Nous avons également mobilisé différents dispositifs pour proposer des solutions de logement adaptées** : baux glissants ; partenariat avec la Fondation Lebaudy pour l'accès à des studettes à Paris ; partenariat avec 3F77 et Emmaüs Habitat pour de l'intermédiation locative.

Nous sommes par ailleurs intervenus **au sein de projets de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne**, des problématiques particulièrement présentes en Ile-de-France.

Nous sommes ainsi chargés de missions d'accompagnement social et de relogement de ménages, confiées par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF), **dans le cadre d'Opérations de Requalification des Copropriétés Dégradées d'Intérêt National (ORCOD IN) de Clichy-Sous-Bois en Seine-Saint-Denis et de Grigny 2 dans l'Essonne.**

**La ville de Saint-Denis nous a également confié la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale**, en vue du relogement de ménages concernés par l'habitat indigne.

Nous avons enfin poursuivi notre action dans le cadre des **missions d'urgence Tours Marcel Paul à L'Ile-Saint-Denis et Tour Guyenne à Sarcelles**, avec le déploiement de l'accompagnement social sur les volets logement et insertion professionnelle.

Nous avons en outre été chargés d'intervenir dans le cadre de **deux nouvelles missions** en 2025. L'EPFIF nous a confié une mission d'intermédiation locative en bail glissant, permettant de faciliter le relogement de ménages dans le cadre des ORCOD IN d'Ile-de-France. Nous avons par ailleurs été retenus pour un marché lancé par Grand Paris Aménagement, dans le cadre duquel nous pouvons être sollicités, de manière ponctuelle ou sur des projets de plus grande ampleur pour accompagner le relogement de ménages.

Les actions que nous menons à l'échelle régionale depuis maintenant plus de 30 ans nous ont ainsi ancrés dans les territoires franciliens et apporté la reconnaissance des acteurs publics et associatifs locaux.

### AVDL

#### (Accompagnement vers et dans le logement)

Créé en 2011, le Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (FNAVDL) a pour objectif de financer des actions d'accompagnement personnalisé de ménages reconnus prioritaires pour l'attribution d'un logement.

Nous avons de nouveau **été retenus dans le cadre d'un appel à projet pour mettre en œuvre la mission AVDL dans les territoires de Paris et de la Seine-Saint-Denis pour la période 2024-2027. Nous intervenons déjà dans ces deux départements, respectivement depuis 2020 et 2017.**

Confrontés à des difficultés sociales, économiques et administratives, les ménages que nous rencontrons résident essentiellement dans le parc privé dégradé, pour la plupart dans des logements suroccupés, ou sont sans logement. Notre accompagnement vise soit l'accès au logement, soit le maintien dans le logement.

Nous réalisons une évaluation de la situation de chaque ménage, afin d'identifier avec lui les perspectives d'accès au logement et de déterminer les besoins de prise en charge, les blocages éventuels et les solutions pour les lever. Cet accompagnement social permet notamment un accès aux droits sociaux basiques.

A noter, parmi les principaux freins au relogement, des endettements, procédures d'expulsion locative ou des difficultés pour renouveler des titres de séjour.

Cet accompagnement social est réalisé de façon spécifique en fonction des besoins identifiés. Il s'articule autour de 3 temporalités :

- L'accompagnement vers le logement : l'intervention du travailleur social vise à rendre possible le projet

de relogement du ménage au regard des conditions réglementaires d'attribution ;

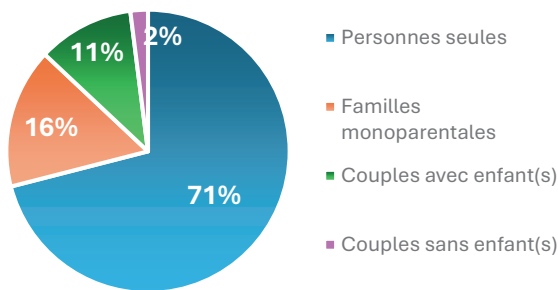
- L'accompagnement lors du relogement : le travailleur social réalise un suivi du ménage tout au long de la procédure d'attribution (visite, instruction du dossier, entrée dans les lieux) ;
- L'accompagnement dans le logement : il s'agit de sécuriser le locataire dans la gestion du logement (aspects administratifs et techniques) mais également de prévenir ou remédier aux situations d'impayés locatifs.

Comme les années précédentes, **le profil des ménages varie en fonction des territoires**. On observe une large majorité de personnes seules à Paris, plus importante encore qu'en 2024 (65%), quand les ménages de Seine-Saint-Denis sont essentiellement composés de familles.

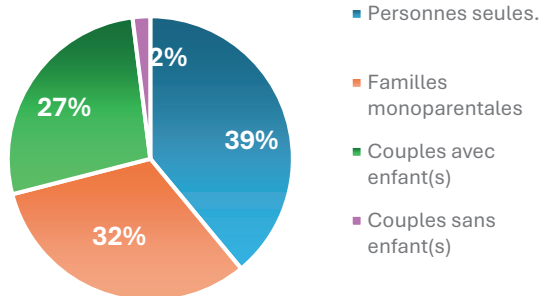
**Concernant les ressources**, 63% des ménages résidant à Paris ont un emploi contre 42% en Seine-Saint-Denis. Les ressources des ménages parisiens proviennent majoritairement de l'activité tandis qu'en Seine-Saint-Denis un fort pourcentage de ménages sont bénéficiaires des minima sociaux (revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé, pension d'invalidité).

### Spécificités des ménages accompagnés selon les territoires

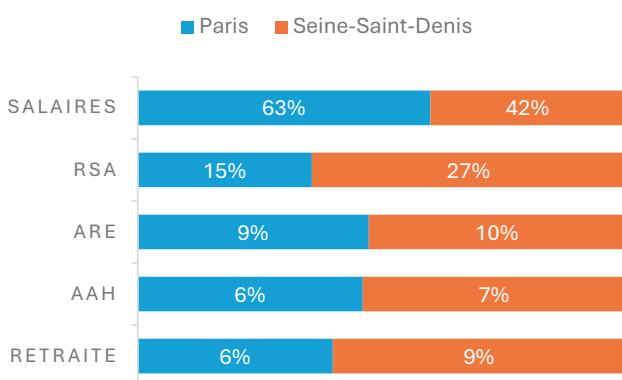
Composition familiale AVDL 75



Composition familiale AVDL 93



Ressources principales



**S'agissant du logement**, 23% des ménages parisiens accompagnés sont hébergés par des tiers, dans des structures d'hébergement ou à l'hôtel ; 9% sont locataires du parc privé et 55% sont sans abri, soit une très forte augmentation par rapport à 2024 (38%).

En Seine-Saint Denis, 33% des ménages sont locataires du parc privé et 32% sont hébergés par des tiers, dans des structures d'hébergement ou à l'hôtel. 18% sont sans-abri.

### Les accompagnements au logement dans le cadre du protocole AVDL Logement d'Abord

Instauré en 2021, le protocole AVDL Logement d'Abord est destiné aux personnes sans logement ou hébergées par des tiers, cumulant les vulnérabilités et pour lesquelles un accompagnement sans limite dans le temps est nécessaire. Les bailleurs signataires du protocole proposent des logements pour les ménages éligibles.

En 2025, 28 ménages, soit 52 personnes ont intégré le protocole. Au 31/12, 64 ménages étaient accompagnés (43 pour l'AVDL 93 et 21 pour l'AVDL 75) ; 15 ménages (27 personnes), certains ayant intégré le protocole les années précédentes, avaient été relogés.

## Bilan 2025

### AVDL 75

**137 ménages accompagnés (228 personnes dont 170 adultes et 58 enfants)**, soit une hausse par rapport à 2024 (121 ménages accompagnés ; 171 personnes).

**22 ménages relogés** (soit 42 personnes ; 25 adultes et 17 enfants).

### AVDL 93

**257 ménages accompagnés (soit 691 personnes dont 367 adultes et 323 enfants)**.

**41 ménages relogés** (soit 103 personnes, dont 57 adultes et 46 enfants).

### Madame Gomez, 42 ans, accompagnée par Claire Judais dans le cadre de l'AVDL 93.



*A la suite de mon divorce, j'ai vécu pendant 4 ans dans un studio de 18 mètres carrés avec mes deux fils, à Saint-Denis. Le quotidien était très dur, le logement était dégradé, nous avons même eu des souris qui montaient sur nous pendant la nuit. L'immeuble était insalubre et il y avait un point de deal, les descentes de police étaient fréquentes, on ne se sentait pas du tout en sécurité.*

*J'étais auto-entrepreneuse et je faisais des ménages pour des logements Airbnb. Ça a très bien marché pendant un temps, mais ensuite je n'ai plus eu assez de travail et je n'arrivais pas à trouver un autre logement.*

*J'ai été reconnue DALO en 2024 et la travailleuse sociale du GIP HIS, Claire, m'a appelée. Elle a réuni tous les papiers nécessaires pour mon dossier de demande de logement social et j'ai été acceptée pour un appartement de 3 pièces où je vis à présent. Il est très bien, il fait 64m<sup>2</sup>, avec un balcon, situé à côté du métro, ça a changé ma vie.*

*Mais je trouvais de moins en moins de travail et au printemps 2025 j'ai commencé à ne plus pouvoir payer mon loyer. Le bailleur a alors engagé une procédure d'expulsion. Heureusement Claire m'a aidée pour éviter l'expulsion et faire en sorte que je puisse payer petit à petit ma dette locative. Elle m'a beaucoup soutenue, elle s'est battue pour moi, j'étais en dépression et j'avais vraiment besoin de son appui, qu'elle m'accompagne, je la remercie sincèrement. »*



### Claire JUDAIS, travailleuse sociale dans notre équipe AVDL 93 a accompagné Madame Gomez vers et dans le logement.



*Madame vivait avec ses deux enfants dans un appartement du parc privé très dégradé lorsque j'ai pris son dossier en charge au début de l'année 2024. Sa situation était compliquée car en tant qu'auto-entrepreneuse elle ne touchait pas de revenus fixes et ses déclarations URSSAF n'étaient pas à jour. J'ai pu récupérer des attestations de salaires perçus.*

*En juin 2024, elle a été acceptée pour un T3 à Pierrefitte où elle a emménagé avec ses fils.*

*Mais elle ne trouvait pas de travail et ne touchait pas les APL en raison de soucis dans ses déclarations d'impôts. Il y a eu des impayés de loyer dès les premiers mois et en automne 2024, le bailleur a entamé une procédure d'expulsion. L'expulsion a été prononcée mais elle a pu être évitée à la suite d'échanges avec le bailleur qui a accepté qu'elle reste dans le logement à condition qu'elle recommence à payer régulièrement ses loyers, ce qu'a fait Madame Gomez. Nous avons mis ensuite en place un plan d'apurement de sa dette locative.*

*J'ai demandé un prolongement de l'accompagnement dans le logement, prévu initialement pour une durée de 5 mois, à la préfecture, qui me l'a accordé.*

*Madame Gomez avait également des factures d'électricité impayées et j'ai fait une demande de Fonds Solidarité Energie pour l'aider à régler sa dette énergétique, ainsi qu'une demande FSL maintien dans le logement, qu'elle a obtenu, pour l'aider à régler sa dette locative. Madame a trouvé un emploi plus stable à partir de juin 2025 et elle a repris le paiement intégral de son loyer et de ses charges. Le bailleur s'est engagé à signer un nouveau bail avec elle. »*

**Monsieur Rahimi est accompagné dans le cadre de l'AVDL 75. Il a emménagé dans son nouveau logement fin 2025 et bénéficie d'un accompagnement dans le logement d'une durée de 6 mois.**



« Je suis arrivé en France en 2017 et j'ai déposé une demande d'asile auprès de l'OFII. J'ai alors été orienté vers un CADA à Châtillon où je suis resté 6 mois. Ma demande d'asile a été refusée par l'OFPRA et j'ai déposé un recours. J'ai alors vécu une période extrêmement difficile, dans la rue, pendant 17 mois. En 2021, j'ai obtenu mon statut de réfugié et j'ai été hébergé un peu plus d'un an dans un CPH à Bondy puis j'ai vécu chez un ami.

J'ai été reconnu DALO fin 2023 et en avril 2024 j'ai été orienté vers le GIP HIS où mon dossier a été pris en charge par la travailleuse sociale Alicia Anton.

Elle m'a aidé à faire ma demande de logement social, m'a accompagné dans les différentes démarches administratives, par exemple auprès de la CAF, ou pour obtenir le renouvellement de mon titre de séjour.

Mon dossier a été accepté pour un 45m<sup>2</sup> dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris et j'y ai emménagé en novembre 2025. Il est propre, situé dans un quartier tranquille, je suis très heureux d'avoir ce logement. Je souhaite à présent trouver un emploi, j'ai déjà eu plusieurs contrats dans la restauration et j'aimerais trouver un travail stable dans ce domaine. »

## LE BAIL GLISSANT

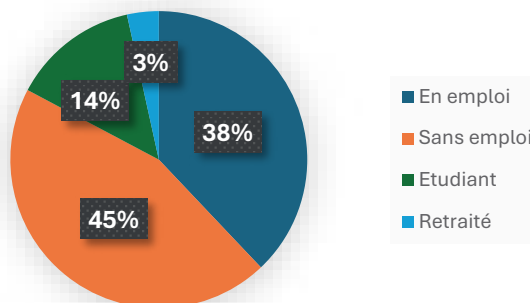
**Le dispositif des baux glissants fait partie de nos missions historiques. Il permet de mettre à disposition de familles ne pouvant accéder au parc social, en raison de leurs difficultés socio-économiques, un logement en sous-location.**

Afin qu'ils puissent devenir locataires en titre, par glissement de bail, nous proposons aux ménages un accompagnement qui doit leur permettre d'être éligibles aux critères d'accès au logement social et de devenir autonomes sur les aspects budgétaires et administratifs.

### Profil des ménages

En 2025, 9 ménages ont été accompagnés, comprenant 46 personnes, dont 29 adultes et 17 enfants. **Les familles monoparentales représentent 44% des ménages**, et on compte également 44% de couples avec enfants. 11 adultes sont en emploi, 13 sont sans emploi, 4 sont étudiants et 1 est retraité.

Situation liée à l'emploi



### Les freins au relogement

Parmi les freins principaux au relogement figurent d'importantes dettes de loyers, des évolutions de la situation familiale et des problèmes de santé.

Pour les ménages confrontés à ces freins, le GIP HIS poursuit un accompagnement rapproché pour permettre le glissement de bail ou la recherche d'une solution adaptée.

## Bilan 2025

**9 ménages accompagnés**, soit 46 personnes (29 adultes et 17 enfants).

2 ménages sortis du dispositif par glissement de bail, 1 pour un autre motif

6 baux restent actifs au 31 décembre 2025.

## PARTENARIAT AVEC LA FONDATION LEBAUDY

Depuis 2012, la Fondation Lebaudy met à notre disposition 20 studettes à loyer modéré, situées à Paris, destinées à des personnes sans logement et engagées dans un parcours d'insertion professionnelle (en emploi ou bénéficiaires de l'Aide Retour à l'Emploi).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le dispositif était constitué de 18 studettes. Certaines n'ont toutefois pas été disponibles toute l'année, en raison de travaux. Nous assurons le suivi de l'occupation de ces studettes, de la candidature d'un ménage proposé par le SIAO\*75 ou par notre équipe sociale, à son relogement. L'hébergement comprend une période de 12 mois, renouvelable une fois. Ce dispositif permet aux bénéficiaires de sortir des structures d'hébergement collectif et d'enfin accéder à un espace de vie individuel. L'objectif est l'accès à un logement pérenne à l'issue de la période d'occupation de la studette.

### Profil des ménages

En raison de la petite superficie des studettes, les ménages que nous accompagnons sont principalement des personnes seules (soit 21 des 26 ménages accompagnés en 2025).

On compte également 3 couples avec enfant(s), 1 famille monoparentale et 1 couple sans enfant(s).

Tous les ménages accompagnés dans le cadre des studettes perçoivent des ressources issues de l'activité (salaire ou ARE).

### Mission de maintien dans le logement pour des locataires de la Fondation

Nous menons par ailleurs, à la demande de la Fondation, une mission de maintien dans le logement pour certains de ses locataires qui font notamment face à des problèmes de surendettement et de dette locative. Nous les accompagnons dans la résorption de leur dette et la stabilisation de leurs ressources, afin qu'ils puissent reprendre le paiement de leur loyer et éviter l'expulsion.

**Au 31 décembre 2025, 8 diagnostics de la situation sociale ont été réalisés et 4 ménages (soit 5 personnes) locataires du parc de la Fondation Lebaudy ont été accompagnés au maintien dans le logement.**

Nous sommes également missionnés par la Fondation pour des missions ponctuelles : en 2025, nous sommes intervenus dans le cadre de travaux de maintenance des ascenseurs de plusieurs immeubles de la Fondation ; 5 diagnostics de la situation de personnes ont été réalisés lors de l'immobilisation des ascenseurs, afin d'identifier leurs besoins (portage de repas, etc.).

*\*Service Intégré d'Accueil et d'Orientation*

## Bilan 2025

**26 ménages accompagnés, soit 38 personnes dont 31 adultes et 7 enfants. 12 ménages sont entrés dans le dispositif.**

L'accompagnement social proposé dans le cadre du dispositif a permis à **6 ménages d'accéder à un logement pérenne dans le parc social.**

**4 ménages locataires de la Fondation Lebaudy ont bénéficié d'un accompagnement au maintien dans le logement.**

## FOCUS

### Insertion professionnelle

En 2025, 8 ménages ont bénéficié d'un accompagnement dans leurs démarches d'accès à l'emploi.

2 accompagnements sont toujours en cours dont l'un dans le cadre d'un projet mené par le GIP HIS et financé par le Fonds social européen (voir page 23).

3 ménages ont trouvé un travail grâce à l'accompagnement de nos chargés d'accompagnement socio-professionnel. Ces 3 ménages ont pu accéder à un logement à la suite de leur mise à l'emploi.

## MISSION INTERMÉDIATION LOCATIVE DANS LE PARC SOCIAL, LOGEMENTS TREMPLINS

Dans le cadre du 4<sup>ème</sup> volet de l'appel à projets « 10 000 logements accompagnés »\*, nous nous sommes associés depuis 2019 à 3F77 afin de développer des solutions de logement temporaire pour des ménages réfugiés. 6 logements ont été mis à disposition des ménages que nous accompagnons.

Entre 2024 et 2025, 3 logements dans le 95 et le 92 ont également été mis à disposition par le bailleur Emmaüs Habitat dans le cadre d'un nouveau projet à l'attention de victimes de traite des êtres humains. Ce projet bénéficie d'un financement du FNAVDL\*\*.

En 2025, 11 ménages ont bénéficié du dispositif, soit 14 adultes et 6 enfants. Ils se composent de 7 personnes seules, 2 familles monoparentales et 2 couples avec enfants. 9 ménages disposent de ressources liées à l'emploi.

Les logements tremplins permettent au public orienté d'avoir une première expérience de location en France et ainsi d'intégrer le fonctionnement du système locatif français.

Le dispositif permet de stabiliser les situations et d'enclencher les parcours d'accès au logement. En proposant un logement individuel et un accompagnement adapté, les logements tremplins facilitent l'insertion sociale et professionnelle de ménages ayant connu un long parcours d'errance et d'hébergement.

\* \* *Projet lancé par le ministère de la Cohésion des territoires et l'Union sociale pour l'habitat*

\*\* *Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement*

### Bilan 2025 .....

**5 ménages ont intégré le dispositif ;**

**2 en sont sortis vers un logement pérenne dans le parc social.**

## FOCUS

En 2023, le GIP HIS a répondu, en association avec Emmaüs Habitat, à un appel à projet pour la mise en place d'un accompagnement vers et dans le logement de femmes victimes de traite sexuelle et reconnues comme public prioritaire. Emmaüs Habitat met à disposition du GIP HIS trois logements situés dans le Val d'Oise et les Hauts de Seine, afin d'y reloger temporairement des femmes orientées par l'association MIST (Mission d'Intervention et de Sensibilisation contre la Traite des êtres humains).

En offrant la sécurité d'un « chez-soi », l'accès au logement constitue une étape cruciale dans le parcours de reconstruction de ces femmes. Le dispositif doit permettre de stabiliser leur situation, de faciliter leur insertion socio-professionnelle et d'enclencher un parcours d'accès au logement pérenne.



Deux premières femmes ont pu intégrer des logements situés à Saint-Ouen-l'Aumône. Madame S. s'est installée dans un T3 de 60 mètres carrés avec son conjoint et ses deux enfants, et Madame O. a emménagé en avril dernier dans un studio de 36 mètres carrés avec son fils. Elles ont été accompagnées par notre travailleur social Mohamed Bengherab.



Je me suis occupé de différentes démarches administratives pour Madame S. et Madame O. et me suis notamment assuré de la mise à jour de leur demande de logement social. Je leur ai également donné des indications sur la gestion d'un budget, les règles locatives et les ai aidées à se repérer dans leur quartier.

Concernant Madame S., elle a eu besoin d'un temps pour s'approprier le fonctionnement locatif et le volet administratif. Ses droits CAF étaient bloqués, il manquait des documents que j'ai transmis pour régulariser sa situation. Elle s'est aussi retrouvée dans

un premier temps avec une dette de loyer, en raison d'un RIB qui n'avait pas été fourni. On a mis en place un plan d'apurement de cette dette, qu'elle a réglée en quelques mois et elle paie désormais son loyer très régulièrement. Je lui ai appris à constituer un budget et à faire quelques démarches sur Internet. Elle a par ailleurs participé à un « atelier numérique », mis en place par notre service formation, au GIP HIS.

Lors de mes dernières visites à domicile, j'ai constaté qu'elle avait réussi à s'approprier son logement, qu'elle entretient parfaitement. Elle m'a affirmé se sentir en sécurité et être désormais à même de se projeter dans l'avenir, que ce soit pour elle ou ses enfants. Elle a désormais acquis une autonomie suffisante pour pouvoir emménager dans un logement pérenne.

En dehors des visites à domicile, j'ai des échanges fréquents par téléphone avec Madame S. et Madame O. Cet accompagnement renforcé est très important pour instaurer un lien de confiance et une stabilité qui doit leur permettre de s'autonomiser.

Je suis impressionné par leur volonté d'aller de l'avant. Toutes deux ont été mises en relation avec notre équipe d'insertion professionnelle et Madame O. a pu trouver un emploi à temps partiel. Quant à Madame S., elle suit des cours de français proposés par France Travail et envisage de s'orienter vers les métiers de l'esthétique. »

## ADLAE

### ACCOMPAGNEMENT DÉDIÉ AU LOGEMENT POUR LES AGENTS DE L'ÉTAT

Nous avons été sollicités pour répondre à l'appel à projets pour l'hébergement temporaire et le logement des agents de l'Etat en situation d'urgence sociale, financé dans le cadre d'un programme piloté par la direction générale de l'administration et de la fonction publique. Nous avons été retenus en mai 2024 pour une durée de 4 ans et la mission, pilotée par la Plateforme d'appui interministérielle à la gestion des ressources humaines (PFRH), a démarré à l'été 2024. Nous sommes chargés d'accompagner les agents en situation d'urgence sociale pour leur permettre d'accéder à un logement pérenne

Depuis le début de la mission, 31 agents ont été orientés vers le Groupement, dont 19 en 2025.

Nous les avons accompagnés dans les démarches suivantes: Création et actualisation des demandes de logement social; accompagnement à postuler sur BALAE\* et suivi des candidatures; renseignements sur les dispositifs d'aides au relogement proposés; demande de reconnaissance DALO; orientation vers des dispositifs d'hébergement temporaire; demande de domiciliation conseil en droit de séjour, ...

#### Profils des ménages accompagnés

Les ménages orientés vers le GIP HIS sont constitués à 48% de personnes seules et à 48% également de familles monoparentales. 4% sont des couples avec enfants.

Une forte proportion de ces agents orientés travaille au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils occupent majoritairement des emplois de catégorie B (45%) et catégorie C (33%), 22% ont un poste de catégorie A.

\* Bourse au logement des agents de l'Etat

#### Bilan 2025

**27 agents accompagnés, soit 53 personnes (28 adultes et 25 enfants)**

**11 ménages relogés, soit 24 personnes (11 adultes et 13 enfants)**



#### > Organisation d'un webinar spécifique ADLAE destinés aux travailleurs sociaux des ministères

À la demande du GIP HIS et en concertation avec les services de la PFRH\*, un webinar a été organisé en septembre 2025, réunissant plus d'une centaine de travailleurs sociaux des ministères.

Une travailleuse sociale du service AVDL a présenté les différents accompagnements réalisés depuis le démarrage de la mission avec un focus sur les divers points qui avaient pu être travaillés avec les agents concernés. L'objectif était de montrer de façon concrète comment l'accompagnement est adapté à chaque situation.

Ont également été exposées les situations dans lesquelles les ménages peuvent nous être adressés, en insistant sur le fait que nous sommes aptes à intervenir dans des contextes très variés (agent en situation d'endettement, d'expulsion locative, locataire d'un logement indécent ou insalubre, victime de violences conjugales ou intra-familiales, mutation professionnelle...). Il s'agissait de mieux faire comprendre nos multiples champs d'action afin d'augmenter les sollicitations et de les cibler davantage.

\* Plateforme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines

## ORCOD IN DE CLICHY-SOUS-BOIS

Depuis 2015, à la demande de l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF), nous intervenons en tant qu'opérateur social sur l'Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées d'Intérêt National (ORCOD IN) de Clichy-Sous-Bois.

L'ORCOD IN est un dispositif qui réunit l'ensemble des acteurs d'un territoire pour répondre aux enjeux de copropriétés en difficulté (bâti dégradé, mauvaise gestion financière, paupérisation des habitants). Copiloté par l'Etat, la ville de Clichy-sous-Bois et l'EPFIF, ce projet urbain de grande ampleur a pour objectif l'aménagement d'un nouveau centre-ville, et comprend la construction de logements et la réhabilitation d'immeubles.

L'EPFIF a mis en place un « portage immobilier » consistant à acquérir des logements au sein des copropriétés dégradées, à l'amiable, par adjudication ou expropriation. Selon l'état des bâtiments, ces logements seront démolis, repris par des bailleurs sociaux ou revendus à des bailleurs privés une fois la situation de la copropriété assainie. L'EPFIF a ainsi pour objectif de racheter l'ensemble des logements des deux copropriétés très dégradées du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu afin de procéder à leur démolition. Le projet prévoit la démolition de 1240 logements et le relogement des habitants.

Nos missions en tant qu'opérateur social de la MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) :

- **Nous accompagnons l'EPFIF dans la connaissance de la situation des occupants des immeubles** concernés par le projet, de leurs éventuelles difficultés sociales.
- **Nous accompagnons la mise en œuvre des différentes transitions concernant les occupants des logements** (passage du statut de propriétaire à celui de locataire, décohabitation, ouverture de droits, définition du projet de relogement) avec l'objectif de les reloger dans le parc social.
- **Nous coordonnons l'action des partenaires de la Charte de relogement du Bas Clichy** en réceptionnant les offres de logements des différents réservataires engagés dans l'opération.

- **Nous contribuons à la stratégie d'ensemble de l'ORCOD IN** (conseil, reporting, évaluation, animation...)

En 2025 :

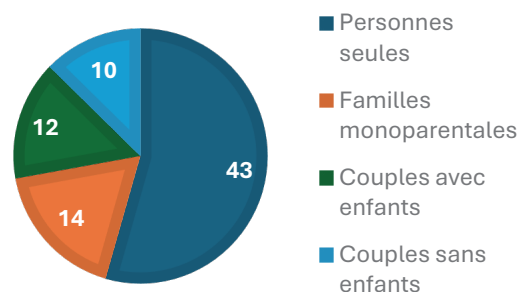
- **Réalisation de 155 évaluations sociales** pré-acquisition ou post acquisition ; de **59 enquêtes de relogement** (effectuées dès que le ménage est prêt au relogement) ; de 3 diagnostics sommaires ;
- **79 ménages ont été relogés ;**
- **165 mesures d'ASLL** (accompagnement pour les ménages qui en ont besoin : levée des freins au relogement, accompagnement dans le nouveau logement).

### Profil des 79 ménages relogés

- Les ménages relogés sont principalement des personnes seules (54%) et des familles avec enfants (31%), dont un peu plus de la moitié sont monoparentales.

61 relogements ont été effectués dans des villes de l'Établissement public territorial (EPT) Grand Paris Grand Est, structure intercommunale, soit 77% du total des relogements. 89 % des relogements ont eu lieu en Seine Saint-Denis (dont 33% à Clichy-sous-Bois).

Composition familiale



**Concernant leurs ressources**, 54% des ménages ont un emploi, 19% perçoivent les minima sociaux, 7,5% sont bénéficiaires de l'ARE, 11% sont à la retraite, 5% sont en situation de handicap, 3,5 % sont dans une autre situation.

## Bilan 2025

**197 ménages ont bénéficié de diagnostics de leur situation** (diagnostics sommaires, évaluations sociales, enquêtes relogement) ;

**261 ménages ont été accompagnés socialement vers le logement** (soit 843 personnes dont 507 adultes et 336 enfants)

**79 ménages relogés (soit 212 personnes, 181 adultes et 31 enfants).**

### > Permanences et ateliers collectifs à la Maison du Projet

La Maison du projet est un lieu municipal d'accueil et d'accompagnement des habitants de Clichy- sous-Bois. Ils peuvent s'y informer sur les questions liées au logement, à la transformation du quartier et au nouveau projet urbain. **Notre équipe y assure des permanences** afin de recevoir des personnes concernées par l'ORCOD IN, sur ou sans rendez-vous.

Elle y organise aussi des **ateliers d'information collectifs**. Leur objectif est d'expliquer le processus de relogement dans le cadre de l'ORCOD IN et l'accompagnement que nous proposons, mais aussi d'informer sur la situation du logement en Ile-de-France, qui ne permet pas toujours de répondre aux demandes des ménages. Y sont également abordées les questions relatives à la demande de logement social ou aux freins au relogement, ou encore autour de la déclaration de revenus ou la gestion de budget.

**En 2025, 81 ménages ont assisté à ces sessions d'information.**



Monsieur et Madame Mansuroglu, leur fils et Ilknur Micoogullari, travailleuse sociale du GIP HIS qui les accompagne dans le cadre de l'IML-Bail glissant \* (voir la mission page 43)



### Monsieur et madame Mansuroglu et leur fils sont les premiers à bénéficier du dispositif d'Intermédiation Locative Bail glissant\* dans le cadre de l'ORCOD IN de Clichy-sous-Bois.

« Nous nous sommes installés à Clichy-sous-Bois en 1996, il y a 29 ans. Nous venons d'Auvergne, d'un petit village où nous vivions avec nos enfants. Mais il n'y avait pas de travail là-bas pour eux et quand nos filles aînées ont trouvé un emploi en région parisienne, nous sommes venus nous y installer. Nous avons beaucoup de famille et de connaissances dans le 93, ce qui a motivé notre choix d'habiter dans ce département.

A l'époque de notre installation, la situation à Clichy-sous-Bois n'était pas la même. Le bâtiment était propre, le voisinage bien plus calme, nous nous sentions en sécurité et les enfants jouaient en bas de l'immeuble sans problème.

Mais tout s'est progressivement dégradé, non seulement l'état de l'immeuble mais aussi le quartier. Il y a eu du trafic, des squatteurs, les magasins de proximité ont disparu, le centre commercial qui était juste à côté a fermé. Avant il y avait des boutiques de vêtements, d'alimentation, aujourd'hui il n'y a plus rien, pas même une boulangerie. Au moins, dans notre nouvel appartement, nous ne serons pas loin du marché.

Notre immeuble va être détruit et actuellement il n'y a plus que trois familles, dont la nôtre. Nous sommes les derniers à être relogés. Pour l'instant, l'appartement où nous allons emménager est en travaux. Notre nouveau quartier est bien et on est contents parce qu'on ne s'éloigne pas des enfants, nos filles vivent aussi à Clichy-sous-Bois, juste à côté de notre logement actuel, et notre fils va rester avec nous. C'est important parce que nous ne sommes pas en très bonne santé. »



### Antoine Laluque, chargé d'accompagnement social au relogement au sein de notre service ORCOD In Clichy-sous-Bois, s'est occupé du relogement de Monsieur et Madame Mansuroglu.

« Je leur ai dans un premier temps fait des propositions pour des appartements dans des communes autour de Clichy-sous-Bois, mais ils voulaient absolument rester près de leurs filles. Et puis il y a une importante communauté turque dans la ville, avec des membres souvent issus des mêmes régions, voire des mêmes villages, très solidaire.

Monsieur et Madame Mansuroglu ont une toute petite retraite et sans leur fils, qui travaille et va continuer à habiter avec eux, ils n'auraient pu être positionnés sur le logement qu'ils ont obtenu, situé à 15-20 minutes à pied de leur appartement actuel.

Je les avais auparavant positionnés deux fois sur des logements qui leur convenaient, dans des bâtiments neufs et dans leur quartier, mais ça n'a pu aboutir car il manquait des avis d'imposition du fils. J'ai accompagné ce dernier au centre des Finances Publiques mais à ce jour il n'a pas encore obtenu tous les papiers nécessaires.

Nous avons alors pris la décision de les orienter vers le bail glissant et leur avons proposé un logement qu'ils ont accepté. Ils y emménageront après la fin des travaux de remise à neuf. Il s'agit d'un appartement mis à notre disposition par le bailleur I3F. L'équipe du GIP HIS qui s'occupe de l'IML-bail glissant a pris le relais de l'accompagnement social du ménage, l'objectif étant principalement de régulariser la situation vis-à-vis des impôts mais aussi d'aider Madame et Monsieur Mansuroglu à percevoir tous leurs droits à la retraite, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »



## FOCUS

### Insertion professionnelle, partenariat avec la municipalité

En 2025, 10 ménages ont bénéficié d'un accompagnement vers l'emploi grâce à l'intervention des chargés d'accompagnement socioprofessionnels du GIP HIS.

Par ailleurs, la MOUS a mis en place un projet expérimental en lien avec le Chargé d'emploi et d'insertion de la Maison de Solidarité de la Ville de Clichy-Sous-Bois, avec qui le GIP HIS anime des permanences d'accueil à la Maison du projet pour les ménages accompagnés et candidats à l'emploi.

Le bilan de cette expérience se révélant plutôt positif, les services de la ville et l'EPFIF la prolongent pour l'année 2026.

## ORCOD IN GRIGNY 2

A la demande de l'EPFIF\*, nous assurons depuis juillet 2021 le relogement et l'accompagnement social des occupants d'immeubles de la copropriété de Grigny 2, voués à la démolition ou à la transformation en logements sociaux, dans le cadre d'une Opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD IN).

Nous avons une expertise en la matière puisque nous intervenons déjà, depuis 2015, en tant qu'opérateur social sur l'ORCOD IN de Clichy-sous-Bois. Sur les 5 000 logements que comprend Grigny 2, 1323 doivent être rachetés par l'Etat, par l'intermédiaire de l'EPFIF, sur le seul secteur dévolu au GIP HIS ; 402 seront transformés en logements sociaux et 921 démolis. Les démolitions nécessiteront de reloger 700 ménages, une opération qui s'étendra sur 8 ans. La mission confiée au GIP HIS a été renouvelée en août 2024 pour une durée de 4 ans.

Nous avons pour missions, en tant qu'opérateur social de la MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) :

- De réaliser des diagnostics d'occupation et des évaluations sociales de la situation des habitants de ces logements, en soutien au service des acquisitions et de gestion de l'EPFIF et à sa stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) ;

- D'accompagner des ménages devenus locataires de l'EPFIF, en vue d'assurer leur maintien dans le logement et/ou leur relogement ; accompagnement incluant dans tous les cas des changements de statut : de locataire du parc privé ou propriétaire occupant à locataire EPFIF, puis locataire du parc social ;
- De contribuer à la stratégie d'ensemble de l'ORCOD IN (outils, conseil, reporting, évaluation...).

En 2025, notre équipe a réalisé 102 évaluations sociales pré-acquisition ou post acquisition ; 59 diagnostics sommaires ; 310 mesures d'ASLL (accompagnement pour les ménages qui en ont besoin : levée des freins au relogement, accompagnement dans le nouveau logement, maintien pérenne dans le logement actuel).

### Profil des ménages relogés

- Sur les 46 ménages relogés, 31 étaient locataires du parc privé et 15 étaient des anciens propriétaires occupants.
- On relève 35% (36% en 2024) de personnes isolées, 15% de familles monoparentales (17% en 2024), 37% (33% en 2024) de couples avec enfants.
- 85% des adultes ont un emploi.

A noter que 36% des relogements ont été réalisés à Grigny.

\* Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

## Bilan 2025

**184 ménages ont bénéficié de diagnostics de leur situation (soit 476 personnes) ;**

**310 ménages ont été accompagnés socialement vers le logement (912 personnes ; 546 adultes et 366 enfants) ;**

**46 ménages relogés (soit 147 personnes, dont 83 adultes et 64 enfants)**



## Une équipe mobilisée dans la lutte contre les marchands de sommeil

Entre 2012 et 2024, via un travail mené par la Ville, l'Agence Régionale de Santé et le Parquet (puis avec le concours de l'EPFIF et du GIP HIS), 36 condamnations ont été obtenues à l'encontre de marchands de sommeil grignois.

Notre équipe de l'ORCOD IN Grigny a su convaincre et accompagner 11 ménages au commissariat, afin qu'ils déposent plainte pour logement à la découpe et conditions de vie indignes. Parmi eux des couples avec de jeunes et très jeunes enfants, ainsi que des personnes isolées très vulnérables (avec un âge avancé ou un handicap lourd), menacés physiquement et, pour 4 d'entre eux, sortis manu militari

du logement par un propriétaire exproprié (puis réintégrés après une action du service, de l'EPFIF, puis de la police). Certains ménages, continuellement menacés d'expulsion par leur bailleur, ont même été invités à retourner plusieurs fois porter plainte, afin de signaler des intimidations (d'ampleur très sévère) et violences (matérielles, physiques et psychologiques). Les travailleurs sociaux de la MOUS jouent, dans ces situations difficiles, un rôle de soutien renforcé et de conseil délicat aux ménages : explication du bénéfice, voire de la nécessité d'obtenir des preuves des pressions et des agressions, sans pour autant se mettre en danger.

Les personnes avec des problématiques de titre de séjour au sein de ces ménages (une très grande majorité) ont été informées de la possibilité de se présenter au guichet des étrangers de la préfecture, pour tester la mise en œuvre de l'article 55\* de la loi Immigration 2024.

\* L'article stipule que des personnes étrangères victimes « de soumission à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine », s'ils portent plainte, se verront délivrer « une carte de séjour temporaire (...) d'une durée d'un an ». Cette carte « est renouvelée pendant toute la durée de la procédure pénale ».

## Ancienne propriétaire de son appartement, Madame Naseri, Iranienne à la retraite, a été accompagnée et relogée par notre équipe MOUS Accompagnement social et relogement de l'ORCOD IN Grigny.



*Quand je suis arrivée en France au début des années 80, je me suis installée à Grigny avec mon mari et mes enfants dans un 4 pièces. C'était le paradis à cette époque. Il y avait une grande communauté iranienne, on organisait beaucoup de fêtes. Je travaillais tard au centre hospitalier Louise Michel et je n'avais jamais peur en rentrant chez moi, même à 2 heures du matin. Lorsque j'ai divorcé, il y a 30 ans, j'ai acheté un appartement de 48m<sup>2</sup> dans le même quartier.*

*J'ai vu Grigny changer peu à peu. Depuis 15-20 ans, ce n'est plus pareil, les choses se sont totalement dégradées. Les charges de la copropriété n'ont pas cessé d'augmenter alors que progressivement plus rien n'a été fait, c'est moi qui nettoiais le couloir, tout était sale, les ascenseurs ne marchaient plus mais il n'y avait aucun dépannage. Et puis j'ai vu des trafiquants de drogue s'installer, il y en avait dans un appartement à côté du mien. Il y avait aussi du trafic d'armes. Je me suis souvent plainte à la police et j'ai été menacée.*

*J'ai toujours payé les charges, n'ai jamais eu de dettes, j'ai travaillé dur pour avoir cet appartement et pour y installer tout le confort, mais ce n'était plus possible pour moi de vivre là, je ne dormais plus. Je suis malade, je suis fatiguée, j'ai besoin de calme et j'ai décidé de vendre mon appartement. Mais en le vendant j'ai tout perdu et j'étais désespérée. J'ai beaucoup maigri. Avec ma petite retraite, je ne savais pas où je pourrai trouver un nouveau logement.*

*J'ai rencontré une personne à la Maison du projet qui m'a orientée vers l'équipe du GIP Habitat. C'est Monsieur Quémerais qui s'est occupé de moi, il a été formidable, il m'a beaucoup soutenue. Il a trouvé un appartement à Evry, la commune d'à côté. C'est un T2 de 40m<sup>2</sup>, avec une grande terrasse et une vue très dégagée. Il est situé dans un quartier tranquille, à côté de la mairie, et surtout à côté des médecins qui me suivent. Et en plus mes filles ne vivent pas loin. »*

## MOUS RELOGEMENT – LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE – SAINT-DENIS

**Fortement touchée par le problème de l'habitat indigne, la commune nouvelle de Saint-Denis (nouvelle appellation depuis janvier 2025, issue de la fusion de la ville de Saint-Denis avec celle de Pierrefitte-sur-Seine) a mis en place un dispositif renforcé pour endiguer ce phénomène. Elle nous a dans ce cadre confié une Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS).**

Initiée en 2019 et reconduite en 2023, cette mission a pour objectif d'accompagner le relogement de ménages évacués d'immeubles ayant fait l'objet d'un arrêté de péril et actuellement hébergés à l'hôtel, ou devant être évacués d'immeubles impropres à l'habitat.

Nous sommes chargés :

- d'accompagner les personnes dans leur projet de recherche d'un nouveau lieu de vie ;
- de mobiliser l'offre de logements ou d'hébergements adaptés à leur situation.

L'accompagnement mis en œuvre a pour objectif premier de lever les nombreux freins au relogement des ménages, principalement caractérisés par des situations précaires (irrégularité de séjour, faibles ressources, dettes locatives, ...).

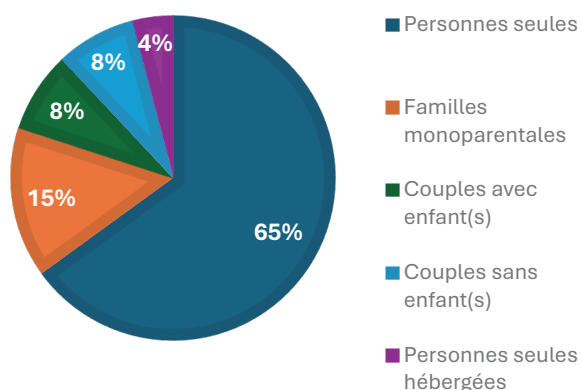
Le profil de ces ménages est représentatif de l'habitat indigne, souvent seule possibilité de se loger pour ces personnes en situation précaire dont profitent les marchands de sommeil.

Depuis le début de la mission, 155 ménages nous ont été orientés par la ville de Saint-Denis (38 en 2019, 12 en 2020, 21 en 2021, 16 en 2022, 23 en 2023, 11 en 2024 et 34 en 2025). Sur les **34 ménages qui nous été orientés en 2025**, la moitié, soit 17, sont issus de logements évacués sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine.

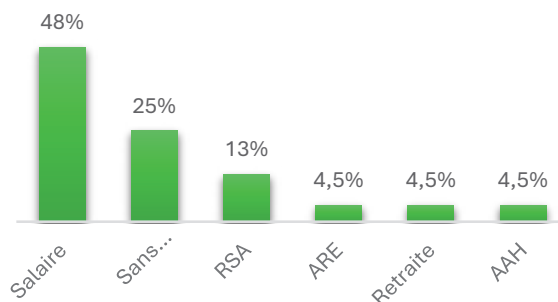
### Profil des 46 ménages accompagnés

- 41 des adultes accompagnés étaient des hommes et 18 des femmes.
- L'âge moyen des adultes est de 44 ans.
- Comme en 2023 et 2024, les personnes isolées représentent les 2/3 des ménages accompagnés.

#### Composition familiale des ménages accompagnés



#### Nature principale des revenus des ménages accompagnés



Moins de la moitié des ménages est en emploi (40%).

A noter que les deux tiers (soit 15 ménages) sont en situation administrative irrégulière. L'objectif est de pouvoir accompagner de manière renforcée ces ménages afin d'envisager des possibilités de régularisation.

### Bilan 2025

**46 ménages accompagnés**, soit 79 personnes (59 adultes et 20 enfants) **14 ménages ont été relogés**, soit 21 personnes (16 adultes et 5 enfants).

## Madame Nasar a été accompagnée par notre équipe MOUS Relogement lutte contre l'habitat indigne Saint-Denis



Depuis mon arrivée en France en 2017, nous vivions mon mari mes enfants et moi dans un T3 de 45m<sup>2</sup> à Saint-Denis. Mais il y a eu des problèmes dans notre immeuble et il y avait une très grosse fuite dans la cuisine de notre appartement, qui a duré des mois.

Fin 2023, on nous a dit qu'il fallait évacuer le bâtiment. L'assistante sociale de la mairie nous a orientés vers un hôtel du 115 où nous sommes restés presque un an. Nous avons vécu dans deux chambres séparées, sans cuisine individuelle, c'était très difficile, surtout avec les enfants !

En janvier 2024, la travailleuse sociale du GIP HIS a commencé à nous accompagner. On a été très bien suivis, elle nous appelait très souvent, dès qu'elle avait besoin de documents, par exemple des fiches de paie, pour qu'on puisse faire notre demande de logement social. Et quand on avait besoin d'aide pour quelque chose, comme le renouvellement de la carte de séjour, on pouvait l'appeler.

On a eu une offre de logement par la ville de Saint-Denis, ça nous a tout de suite plu quand on l'a visité et on s'y est installés. C'est grand, mon garçon a une chambre et les filles ont leur chambre. Je suis très contente ».

SÉMINAIRE

**Lutte contre l'habitat indigne**  
Retours d'expériences  
du GIP HIS

Lundi 10 février 2025  
au GIP HIS



**Habitat et Interventions Sociale**  
GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC

**PROGRAMME**

<b>14h</b>	Accueil des participants
<b>14h30</b>	<b>Introduction</b>
<b>14h45</b>	<b>Qu'entend-on par «habitat indigne»?</b>
<b>15h - 15h50</b>	<b>L'accompagnement des ménages victimes d'habitat indigne sur la commune déléguée de Saint-Denis</b> - Présentation de la coordination sociale de l'habitat indigne mise en place par la commune déléguée de Saint-Denis - Méthodologie de l'accompagnement social réalisé par le GIP HIS auprès des ménages évacués de leurs logements - Les solutions alternatives à l'hôtel mobilisées
<b>16h</b>	<b>Les enjeux de la lutte contre l'habitat indigne pour d'autres missions du GIP HIS</b> - Le dispositif Solibail : le contrôle de la qualité des logements par le GIP HIS et le devenir du parc au regard des enjeux de performance énergétique - Le repérage des situations d'habitat indigne lors des visites à domicile - Les ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois et Grigny 2 • L'impact de la dégradation de l'habitat sur le quotidien des habitants • Les leviers d'action possibles
<b>16h50</b>	<b>Echanges</b>
<b>17h</b>	<b>Réaction d'un Grand témoin :</b> <b>Eric Constantin, Directeur agence Île-de-France Fondation Abbé Pierre</b>
<b>17h20</b>	<b>Conclusion et perspectives</b>

GIP Habitat et Interventions Sociales. Tour Cityscope 3 rue Franklin 93100 Montreuil

Voir la partie consacrée au séminaire « Lutte contre l'habitat indigne », organisé par notre équipe SSRU – Lutte contre l'habitat indigne (page 25).

### > L'appui à l'insertion professionnelle des ménages accompagnés

L'année 2025 a permis d'approfondir l'accompagnement dans sa dimension d'insertion professionnelle :

- En interne, l'équipe d'appui à l'insertion socio-professionnelle du GIP HIS a été sollicitée pour 2 ménages : rédaction de CV, projet professionnel et recherche emploi.
- Un partenariat avec France Travail et le centre communal d'action social de Saint Denis : après validation de la Ville de Saint-Denis, le GIP HIS peut orienter des ménages en recherche d'emploi vers un chargé d'accompagnement de France Travail pour un accompagnement renforcé.

## NOUVELLE MISSION

2025

## Intermédiation locative Bail glissant ORCOD IN

**A la suite d'un appel d'offres, nous avons été chargés par l'EPFIF, en avril dernier, d'assurer une mission d'intermédiation locative en bail glissant, afin de faciliter le relogement de ménages dans le cadre des ORCOD-IN franciliennes (Clichy-sous-Bois, Grigny, Mantes-la-Jolie, Villepinte).**

Dans un premier temps, cette mission concerne les seuls ORCOD IN de Clichy-sous-Bois et Grigny, pour lesquelles nous assurons déjà le relogement et l'accompagnement social des occupants des immeubles rachetés. Des missions qui nous ont également été confiées par l'EPFIF, en 2015 et 2021, dans le cadre de Maîtrises d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS).

Cette nouvelle mission acte la reconnaissance de l'expertise du Groupement dans la recherche de solutions de relogement sur les territoires d'ORCOD et en matière de gestion locative adaptée.

La nouvelle mission prévoit la mise en œuvre de 10 baux glissants par an pendant 4 ans.

Le dispositif du bail glissant doit permettre à terme l'accès au logement de ménages ne répondant pas aux conditions réglementaires d'accès au parc social, grâce à une période

transitoire de sous-location et d'accompagnement social. Le GIP HIS est le locataire du logement mis à disposition par un bailleur partenaire, et le ménage en est le sous-locataire.

Ce sont les intervenants sociaux de nos MOUS Relogement de Clichy-Sous-Bois et Grigny qui identifient et orientent des personnes présentant des freins au relogement vers notre équipe en charge du dispositif IML-bail glissant. Cette dernière prend le relais de l'accompagnement social des ménages pour une durée maximale de 12 mois.

Le glissement du bail en faveur du ménage a lieu si les objectifs fixés dans la convention conclue entre celui-ci, le bailleur et le GIP HIS sont atteints, à savoir :

- La levée du frein identifié au début de la prise en charge pour justifier la mesure d'intermédiation locative ;
- Le respect par le ménage de ses obligations locatives (paiement du loyer, démarches administratives, respect des règles de vie en collectivité...).

Un premier ménage issu de l'ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois s'est vu attribuer un logement en bail glissant par l'Immobilière 3F en octobre 2025. Il est entré dans son logement le 17 novembre.

## NOUVELLE MISSION

2025

## Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte de Grand Paris Aménagement

Le GIP HIS a été retenu début 2025 sur un marché lancé par Grand Paris Aménagement, en association avec EPA ORSA / SPLAIN Porte Sud du Grand Paris / SPLAIN Roissy Pays de France. L'objet de ce marché était un « accord-cadre multi-attributaires à bons de commande et à marchés subséquents d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de stratégie habitat, de relogement et d'accompagnement social pour le traitement de l'habitat privé dégradé ».

**Nous pouvons ainsi être sollicités, de manière ponctuelle ou sur des projets de plus grande ampleur portés par Grand Paris Aménagement, pour accompagner le relogement de ménages concernés par ces opérations.**

A ce titre, dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC du Village à Villiers-le-Bel, le GIP HIS a été mandaté

en octobre 2025 pour réaliser l'évaluation de la situation d'un ménage et son accompagnement social en vue d'un relogement.

Il s'agit d'un couple marié et de 4 enfants dont 2 majeurs, locataires d'un pavillon du parc privé depuis 2016. Le propriétaire du logement leur a donné congé en prévision de la vente du bien. L'évaluation sociale a mis en avant des freins au relogement, liés notamment à une situation d'endettement et à des avis d'imposition erronés.

La mesure d'accompagnement social a permis de lever ces freins identifiés et travailler sur le projet de relogement du ménage (identification des besoins, création du compte AL'In, actualisation de la demande de logement social, recherche dans le parc privé...).

## MISSIONS D'URGENCES SOCIALES

Nos équipes sont mobilisables pour intervenir lors de missions d'urgence sociale dans des environnements délicats à la demande de l'Etat (Préfecture de Région/DRIHL\*). Ces interventions visent à remédier rapidement à des situations dangereuses (par exemple en cas de péril) et/ou urgentes. Nous sommes en mesure, dans des délais brefs, de poser des diagnostics et d'appuyer la recherche d'hébergements ou de logements.

En 2025, deux nouvelles missions d'urgence nous ont été confiées : le relogement de ménages occupant le Haras de Bessancourt (95) et une mission d'appui du SIAO 77 pour le diagnostic social de ménages ukrainiens hébergés dans un centre à la Ferté Gaucher.

Nous avons par ailleurs poursuivi nos actions d'accompagnement social sur les volets logement et insertion professionnelle dans le cadre des missions d'urgence Tours Marcel Paul à L'Île-Saint-Denis et Tour Guyenne à Sarcelles.

\* Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement

### NOUVELLE MISSION

2025

## La Ferté Gaucher Évaluation sociale de ménages ukrainiens



En juillet dernier, nous avons été chargés par la DRIHL d'appuyer le SIAO 77 pour le diagnostic social de ménages ukrainiens hébergés dans un centre à la Ferté Gaucher (Seine-et-Marne). La DDETS\* 77 avait alerté la DRIHL au sujet de ce centre, géré par la Croix Rouge Française, un mur mitoyen menaçant de s'effondrer sur le bâtiment. Outre l'urgence liée au risque d'effondrement du mur, le site devait fermer le 31/12/2025. La Croix Rouge Française, qui gère le centre et le SIAO\*\* 77 ont été informés de la nécessité de réorienter le public hébergé.



Un binôme de travailleurs sociaux du Groupement, dont une intervenante russophone, a rencontré 10 ménages fin juillet afin de réaliser le diagnostic social de leur situation. Des affiches annonçant notre intervention, en français et ukrainien, avaient préalablement été posées dans les parties communes de l'immeuble.

Un local mis à disposition a permis de réaliser les entretiens en-dehors des logements.

### Profil des ménages

Les 10 ménages rencontrés représentent 33 personnes, 19 adultes et 14 enfants. L'ensemble de ces personnes sont arrivées sur le site en 2022, lors de la première année de guerre en Ukraine. Tous les adultes sont titulaires de l'attestation provisoire de séjour. Les ressources mensuelles par ménage sont en moyenne de 1 172 euros ; 4 ménages perçoivent des ressources liées à un emploi déclaré.

9 ménages disposent d'une demande de logement social à jour. En fonction des besoins, le GIP HIS se tient à disposition pour continuer à appuyer la mission si nécessaire.

\* Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

\*\* Service intégré d'accueil et d'orientation

## NOUVELLE MISSION

2025

## Relogement des ménages installés au Haras de Bessancourt

Nous avons été chargés en juin 2025 par le préfet de la Région Ile-de-France et la DRIHL de réaliser le diagnostic social des personnes occupant, sans titre, le Haras Saint-Jacques de Bessancourt, dans le Val d'Oise (95), afin de trouver des solutions de relogement ou d'hébergement temporaire adaptées à leur situation.

Ancienne propriété de Rifaat al-Assad, oncle exilé de Bachar al-Assad, le haras de Bessancourt est occupé sans droit ni titre depuis les années 90 par d'anciens employés (chauffeurs, cuisiniers, gardes du corps...) et leurs familles. L'établissement public AGRASC (Agence de gestion et de recouvrement des avoirs et saisi confisqués) est aujourd'hui le propriétaire du site et souhaite le vendre.

Nous avons dans ce cadre été chargés de réaliser le diagnostic social des occupants. Nos équipes se sont rendues sur site en juin afin de rencontrer les ménages à leur domicile. Ils ont pu réaliser le diagnostic social de 30 ménages, représentant 66 personnes, soit 51 adultes et 15 mineurs.

Une seconde phase d'accompagnement au relogement a démarré dès le mois de juillet 2025.

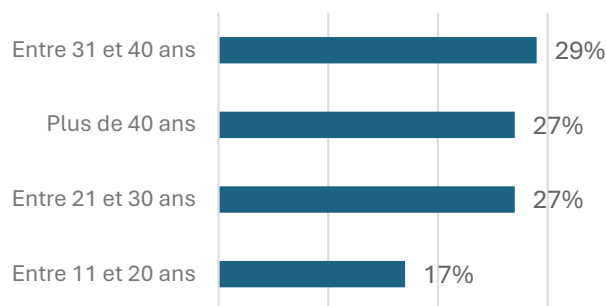
### Profil des 27 ménages accompagnés

- 44% sont des personnes seules ; 11% des familles monoparentales ; 26% des couples sans enfants.
- Age moyen des personnes accompagnées : 45 ans.
- 41% des adultes sont en emploi ; 24% sont inactifs, 13% sont demandeurs d'emploi ; 13% sont retraités,
- 7% sont étudiants et 2% en situation d'invalidité.

Il a d'abord été nécessaire d'instruire les demandes de logement social des ménages, inexistantes pour la plupart.

L'ancienneté d'occupation du haras explique les souhaits de relogement des ménages dans un secteur géographique très restreint ; l'ensemble des demandes de logement est en effet concentré sur la commune de Bessancourt et les communes limitrophes.

Durée de présence sur site



Les 12 personnes relogées ont intégré des logements sociaux dans le département du Val-d'Oise, en priorité dans le secteur de Bessancourt et des communes environnantes.



### Bilan au 31/12/2025

**27 ménages ont été accompagnés**, soit 59 personnes (47 adultes et 12 enfants)

**12 ménages ont été relogés** (soit 27 personnes, dont 16 adultes et 11 enfants)

## TOURS MARCEL PAUL L'ÎLE-SAINT-DENIS



Dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain qui prévoit la démolition des trois tours de la Cité Marcel Paul, sur L'Île-Saint-Denis (93), tous les résidents ont dû être relogés. Une opération de grande ampleur qui a mobilisé de nombreux acteurs afin de permettre le relogement de 280 ménages entre mars 2022 et l'été 2024.

Face à l'ampleur de la tâche, devant être accomplie dans un temps très court en raison de la tenue des Jeux Olympiques à l'été 2024, le préfet de la Région Île-de-France nous a donné pour mission, en septembre 2023, de soutenir et renforcer le travail réalisé par le bailleur social Seine-Saint-Denis Habitat, propriétaire des tours depuis mars 2022.

### La poursuite de l'accompagnement de ménages en situation fragile

Les situations des locataires des Tours Marcel Paul se sont révélées pour beaucoup complexes, avec des freins au relogement liés à leurs situations sociales, économiques et familiales, qui ont nécessité la mobilisation de l'ensemble des partenaires pour les lever. En raison de cette fragilité identifiée pendant la phase de relogement, les parties prenantes ont décidé de s'assurer dans la durée de la pérennité des solutions de relogement proposées.

A ainsi été convenu, par la signature d'un avenant en date du de novembre 2024, la mise en place d'une action d'accompagnement social post-relogement, sur les volets logement et insertion professionnelle, des anciens occupants des tours Marcel Paul, jusqu'au 30 juin 2025.

**39 ménages** ont été accompagnés : 19 sur le volet logement et accès aux droits, 18 sur le volet insertion professionnelle, 2 ménages ont été accompagnés sur les 2 volets.

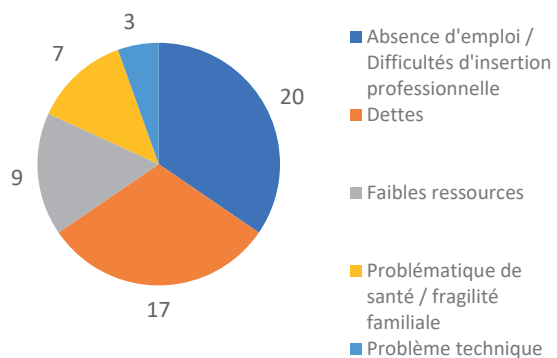
**L'équipe a par ailleurs assuré 35 permanences** à la Maison France Services de L'Île-Saint-Denis.

### Profil des 39 ménages accompagnés

On compte 47% de personnes vivant seules, 32% de familles monoparentales, 18 % de couples avec enfants et 3% de couples sans enfants.

L'âge moyen des adultes est de 44 ans. 47% des adultes sont en emploi.

### Les difficultés rencontrées par les ménages accompagnés



## Bilan 2025

**39 ménages accompagnés, soit 87 personnes (66 adultes et 21 enfants).**

### Les principales actions d'accompagnement mises en œuvre

- Le traitement des situations d'endettement et notamment les situations de dettes locatives (11 ménages concernés) par la mise en place de plans d'apurement ou de sollicitation d'aides financières ;
- L'aide à la gestion budgétaire pour aider les ménages avec des faibles ressources à mieux planifier les dépenses, demande de mise sous protection juridique effectuée pour un ménage ;
- L'accès aux droits sociaux : ouverture des droits aux prestations CAF (AAH, APL, prime d'activité...) et retraite complémentaire ;
- La résolution des problèmes techniques dans les logements par la mise en lien avec les bailleurs concernés ;
- La réflexion et co-construction des projets d'insertion professionnelle : actualisation des CV, préparation aux entretiens d'embauche, recherche de bilans de compétences ;
- L'aide à la recherche d'emploi ou de formation : 9 ménages ont été positionnés sur des offres ;
- L'orientation vers les partenaires du service public de l'emploi : France Travail, missions locales, ADIE.

## MISSION D'URGENCE SOCIALE TOUR GUYENNE SARCELLES



**A la demande du préfet de la région Île-de-France et de la DRHIL, nous avons mené une mission d'urgence auprès des occupants de la Tour Guyenne à Sarcelles. Les nombreux dysfonctionnements auxquels la copropriété de la Tour faisait face mettaient en péril la sécurité des résidents qui ont dû être évacués.**

Notre mission s'est déroulée en plusieurs phases, entre février 2023 et juin 2025 :

- 2 phases de **diagnostic de la situation** des occupants et de leurs besoins en matière d'accès au logement ou de solutions temporaires d'hébergement en février 2023 puis novembre 2023 (juste avant l'évacuation) ;
- La coordination de la prise en charge hôtelière des occupants à la suite de l'évacuation de la tour, de décembre 2023 à juin 2024 ;
- **L'accompagnement au relogement** des ménages hébergés à l'hôtel, de janvier à août 2024 ;
- La phase **d'accompagnement post-relogement des ménages relogés les plus fragiles, de janvier à juin 2025.**

### La mise en œuvre d'un accompagnement post-relogement

A l'issue des relogements fin 2024, au regard de la fragilité des situations de plusieurs ménages, le GIP HIS a proposé la mise en place d'un dispositif d'accompagnement post-relogement afin de sécuriser leur maintien dans les lieux, à la fois sous l'angle de l'accompagnement logement/accès

aux droits mais aussi si besoin de l'insertion professionnelle. 13 ménages (44 personnes) - soit plus de 35 % des ménages relogés - ont bénéficié d'un accompagnement entre janvier et juin 2025.

- 7 ménages accompagnés sur le volet logement et accès aux droits ;
- 4 ménages accompagnés sur le volet insertion professionnelle ;
- 2 ménages accompagnés sur les deux volets.

### Les principales actions mises en œuvre

#### → Situations d'endettement

4 ménages concernés (dettes locatives, auprès de la CAF, auprès du Trésor Public). Nous avons œuvré pour la mise en place de plans d'apurement des dettes et avons sensibilisé les ménages ayant rencontré des difficultés de paiement de leur loyer à la nécessité à l'avenir de contacter au plus vite le bailleur afin de trouver une solution amiable rapidement.

#### → Situations de blocages administratifs

Ouverture de droits auprès de la CAF (APL, prime d'activité...). 3 ménages ont aussi rencontré des difficultés pour le renouvellement de leur titre de séjour. Nous les avons aidés à constituer leur dossier et obtenir un rendez-vous en ligne.

#### → Difficultés liées à l'occupation du logement

Les bailleurs nous ont alertés sur des troubles de voisinage concernant deux ménages. Des visites à domicile ont été organisées afin d'échanger sur les conditions d'occupation et de rappeler les droits et devoirs locatifs. 2 autres ménages ont été accompagnés dans la résolution de problèmes techniques rencontrés dans les logements.

#### → L'évolution des projets de logement

2 ménages ont sollicité notre aide pour effectuer des démarches de regroupement familial. Un ménage a demandé à être accompagné dans un projet de relogement autonome. Enfin, nous avons pris attache avec un bailleur concernant le statut d'occupation d'un ménage à régulariser.

#### → L'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle par un de nos CASP

La majorité des ménages accompagnés sur le plan de l'insertion socio-professionnelle étaient sans emploi. L'accompagnement a permis l'élaboration de leurs projets d'insertion, la délivrance de conseils (notamment sur la création d'entreprise, l'obtention d'une équivalence en France d'un diplôme obtenu à l'étranger...), l'actualisation des CV, l'orientation vers des centres de formation, le positionnement sur des offres d'emploi...

À la suite de l'accompagnement proposé, 2 personnes ont accédé à un emploi.

### **Profil des ménages accompagnés**

- 46% de couples avec enfants, 31% de personnes seules, 23% de familles monoparentales. Seuls 46% des ménages sont en emploi.

### **Bilan 2025** .....

**13 ménages accompagnés**, soit 44 personnes (21 adultes et 23 enfants).

## LE GIP HIS EN APPUI - TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Nous appuyant sur notre expertise en matière d'accès au logement, nous proposons des actions de sensibilisation sur ce thème à destination de nos partenaires, notamment les intervenants sociaux du Dispositif National d'Accueil (DNA) et les professionnels des centres d'hébergement généraliste ; l'objectif étant de contribuer à leur montée en compétences sur le sujet, et ainsi favoriser la sortie des ménages hébergés vers le logement.

### LA FORMATION

#### Les ateliers de sensibilisation

Depuis 2019, le GIP HIS propose des ateliers sur la thématique de l'accès au logement des personnes hébergées, destinés aux travailleurs sociaux du Dispositif National d'Accueil (DNA), et du secteur de l'hébergement généraliste.

**57 ateliers ont eu lieu en 2025. Parmi les thématiques abordées :**

- Comment prendre en compte le contexte francilien du logement dans le projet de relogement des personnes hébergées ?
- Comment construire un dossier d'accès au logement social et le labelliser prioritaire ?
- Comment construire une démarche d'accès au logement par la mobilité nationale avec la personne hébergée ?

#### Bilan 2025 .....

**557 intervenants sociaux ont été formés, dont :**

- 203 intervenants sociaux (pour un objectif annuel de départ de 200) issus de 87 structures d'hébergement du DNA.
- **354 professionnels de l'hébergement généraliste** (soit 101% de l'objectif annuel fixé à 350), issus de **202 structures différentes**, principalement des CHU et CHRS
- Parmi les gestionnaires de structures qui ont orienté leurs équipes, on trouve en premier lieu France Terre d'Asile, Coallia, la Croix- Rouge, Equalis, Cité Caritas et le Groupe SOS.

La satisfaction des participants se maintient à un niveau très élevé, qui conforte l'équipe dans sa démarche pédagogique. Les évaluations indiquent que plus de 85% des participants sont très satisfaits des ateliers et considèrent qu'ils pourront réinvestir les acquis de la formation dans leur champ professionnel.

De même qu'en 2024, une très grande majorité de participants se trouvaient plutôt au début de leurs parcours professionnel (pour 28% il s'agissait même de leur première expérience), ce qui conforte l'idée que nos ateliers apparaissent, pour un nombre croissant de structures, un élément-clé de la formation des nouveaux arrivants.

#### Journées ISA (Information-Sensibilisation-Accompagnement) Appui Fluidité

Dans le cadre de la mission Appui Fluidité (voir page 13) et à la demande de la DRIHL, nous proposons des Journées d'information sensibilisation accompagnement, auparavant appelées formations-actions. Elles sont menées au sein de centres d'hébergement généraliste (CHRS, CHS, CHU) sur l'ensemble du territoire francilien, avec pour objectif de permettre aux équipes de ces structures d'accélérer les sorties vers le logement des ménages hébergés. Les animations sont réalisées sur 2 jours non consécutifs.

#### Bilan 2025 .....

**161 intervenants sociaux rencontrés dans 21 structures d'hébergement généraliste**, lors de 50 interventions.



**Rachel Patouillard est chargée de mission formation et accompagnement social dans notre équipe Formation. Elle est responsable de l'animation des Journées information sensibilisation et accompagnement.**



*Nous proposons ces journées de formation en immersion, nous nous déplaçons dans les structures et c'est un point particulièrement apprécié des équipes. Si nous abordons la question du logement au niveau national, le contexte francilien, les offres mobilisables, l'objectif est aussi d'adapter le contenu en fonction du territoire, de ses caractéristiques, ses difficultés.*

*En 2025, nous avons mis en place une co-animation avec les SIAO. Nous faisons ainsi intervenir un représentant du SIAO du territoire où se trouve la structure où nous proposons une formation. Ce qui permet, outre une meilleure compréhension du travail des SIAO, des échanges tripartites sur des dossiers en cours de logement ou problématiques. Mais aussi, et c'est important, un renforcement des liens entre la structure et le SIAO de son département.*

*Depuis l'été 2025, des agents d'autres services du GIP HIS interviennent également lors de ces journées afin d'apporter leurs expériences et connaissances. Une chargée d'activité de l'équipe Action Logement présente le protocole et la plateforme AL'In, encore insuffisamment connus, les situations des ménages ayant intégré le dispositif, la vérification des dossiers Syplu, et plus largement les missions assurées par le service COLP\*. Une travailleuse sociale du service IRF est intervenue lors de 3 journées, notamment dans un CHRS qui héberge des femmes afghanes. Elle a pu apporter un éclairage sur la culture de ces dernières en matière de logement. J'ai également coanimé plusieurs formations avec un travailleur social du service SSRU Lutte contre l'Habitat indigne.*

*Notre enjeu principal reste l'actualisation des demandes de logement social des personnes hébergées pour leur permettre d'accéder à un logement. La constitution d'un dossier DLS, les éléments nécessaires, l'objectif étant que les intervenants sociaux aient la capacité de comprendre les différents documents demandés et les procédures, par exemple pour faire reconnaître le caractère prioritaire d'un dossier.*

*Les équipes que nous formons sont jeunes, avec des métiers divers, on rencontre par exemple des juristes à côté des travailleurs sociaux, coordinateurs, des chefs de service, et parfois du directeur du centre.*

*Cela fait trois ans que nous proposons des formations aux structures et nous avons toujours eu des retours très positifs. Nous répondons à une réelle demande. »*

## > La plateforme Ressources

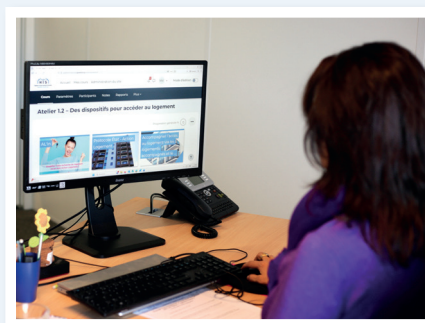
Nous avons, à la demande de la DGEF, créé en 2023 une plateforme de formation en ligne, conçue comme un outil supplémentaire pour améliorer la fluidité dans les centres d'hébergement du dispositif national d'accueil. Déployée à l'échelle nationale, elle avait pour objectif de permettre aux intervenants sociaux de ces structures de se former à la question du relogement des personnes réfugiées.

En 2025, la Direction de la qualité et du développement a travaillé au **développement de cette plateforme ressources**, outil d'apprentissage en ligne, dédié au **maintien** et au **développement des compétences**.

On retrouve plusieurs grandes thématiques sur cette plateforme, centrée sur les **aspects techniques du travail social** d'accompagnement vers le logement et l'appropriation d'une **culture générale autour du logement social**.

L'apprentissage a été pensé pour être le plus interactif possible et comprend quiz, exercices en ligne, cartes, vidéos, documents à télécharger et liens vers les sites d'acteurs du logement et autres organismes.

Cette plateforme vise à maintenir et développer les compétences des agents du Groupement, tout en favorisant **une culture commune** et **l'autonomie des utilisateurs**. Elle a vocation à être enrichie en fonction des besoins des services et des obligations réglementaires. À terme, elle pourrait servir de support aux actions de formation du GIP HIS et pourrait être accessible aux travailleurs sociaux d'Île-de-France. D'autres professionnels manifestent également leur intérêt, notamment les acteurs de l'emploi en Seine-Saint-Denis.



## NOS ATOUTS POUR RÉALISER NOS MISSIONS

**Nous développons en interne des systèmes d'information (SI) dédiés à nos missions, dans une exigence permanente de qualité et d'amélioration continue du service rendu aux ménages accompagnés.** Ils ont pour objectif de fournir aux intervenants sociaux des outils simples, efficaces et complets, et de développer des pratiques de travail communes à nos équipes.

**Créée en septembre 2023, la Direction de la Qualité et du Développement**, par sa vision globale et son expertise, vise au développement du GIP HIS et à l'amélioration continue de ses missions. Elle intervient aussi bien sur le développement numérique que sur le reporting et les études, et a un rôle de capitalisation et d'analyse par le développement d'outils, de process, de données, intégrant le respect du RGPD\*. Elle assure également les bonnes conditions de démarrage, de suivi et de bilan des missions, de façon adaptée au contexte et aux besoins des équipes.

Outre le développement de la plateforme Ressources (*voir page 51*), l'année 2025 a été marquée par **l'élaboration d'une charte dédiée à l'intelligence artificielle**, afin de définir les bonnes pratiques pour une utilisation responsable des systèmes d'IA au sein du GIP HIS.

*\*Règlement général sur la protection des données*

### Développement numérique

**Intégré à la Direction de la Qualité et du Développement, le service du Développement numérique assure des fonctions d'expertise, de conseil, de conception et d'évaluation d'outils informatiques appliqués aux domaines d'intervention du GIP HIS. Il gère également les infrastructures informatiques et téléphoniques du Groupement. Son principal enjeu est le développement en interne de systèmes d'information (SI) dédiés à nos missions.**

#### Développement du SI Appui DLS

En 2025, des améliorations ont été apportées au SI « appui DLS », créé en 2024 dans le cadre de la mission Appui Fluidité afin d'optimiser la vérification de la complétude des dossiers de demande de logement social (DLS). Il est désormais possible de comparer les informations collectées avec celles présentes dans SYPLO, dans l'objectif de garantir la mise jour des données et leur fiabilité.

#### Amélioration de la plateforme sociale

Par ailleurs, l'équipe numérique a travaillé à faire évoluer la plateforme sociale pour les missions AVDL et IRF, ainsi que le SI Relogement pour les ORCOD'IN. L'objectif : adapter les outils aux besoins spécifiques et aux évolutions des missions, afin que les équipes opérationnelles disposent d'un suivi plus rapide et d'une vision globale, favorisant des orientations stratégiques.

#### Prévention des risques

En 2025, les actions visant à **prévenir les risques et à garantir la mise en conformité au RGPD** ont été poursuivies, notamment par la **communication régulière** auprès de l'ensemble des agents de la **charte des utilisateurs des systèmes d'information**, refondue et intégrant des mesures de sécurité renforcées et la production d'une **charte dédiée à l'intelligence artificielle**. Cette dernière définit les lignes directrices et les bonnes pratiques pour une **utilisation responsable des systèmes d'IA**, en mettant l'accent sur l'éthique, la prévention des biais, la maîtrise des impacts environnementaux et la conformité avec les valeurs et la mission du GIP HIS.

Ces deux initiatives sont consolidées par la mise en place de **modules dédiés sur la plateforme ressources**. Ces modules constituent un levier stratégique pour **accompagner les agents dans l'évolution des usages numériques, prévenir les risques et assurer un cadre sécurisé, responsable et conforme aux standards réglementaires**.

## Reporting et études

Les actions de reporting ont été poursuivies, afin de mesurer l'activité, piloter les projets et identifier les points de vigilance à observer. En coordination avec l'ensemble des services, la DQD a assuré la production d'indicateurs clés et de tableaux de bord réguliers, permettant de suivre les missions et d'ajuster les priorités opérationnelles. Cette constance dans le suivi garantit une information fiable pour les parties prenantes.

## RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre 2025, nos effectifs comptent 95 agents.

	1er janvier 2025		31 décembre 2025		Variation
	Effectifs	Part	Effectifs	Part	
CDI	69	65,7%	64	67,4%	-7,2%
CDD	34	32,4%	30	31,5%	-11,8%
Alternance	2	1,9%	1	1,1%	-50%
Total	105	100%	95	100%	-9,5%

Nos équipes présentent un profil très majoritairement féminin puisque 67% de nos agents sont des femmes.

### Poursuite du renforcement de l'attractivité des emplois

Dans la continuité des actions mises en œuvre en 2024, les priorités RH définies pour l'année 2025 couvraient différents objectifs :

#### La poursuite du déploiement d'une stratégie de fidélisation des agents du GIP HIS

L'analyse des entretiens annuels d'évaluation, dont la dimension d'évaluation des compétences a été renforcée à la suite de la création des niveaux de technicité par le Règlement du personnel. Par ailleurs, afin d'accompagner les parcours des agents, ces derniers ont la possibilité de demander à bénéficier d'un entretien « carrière » avec le service RH afin d'échanger sur leur projet professionnel. Un parcours d'accompagnement des mobilités internes a également été mis en place.

**Le développement d'une politique des ressources humaines centrée sur la qualité de vie au travail et la promotion de la complémentarité des métiers**, conformément aux orientations fixées par le projet du GIP HIS 2024-2026. Cette politique a pour objectif de créer en interne un climat de confiance favorable à l'intégration et à l'évolution des collaborateurs, mais aussi de valoriser en externe nos engagements et les actions mises en œuvre.

En 2025, a notamment été menée une réflexion sur la prise en compte dans l'organisation du travail de situations

personnelles particulières dans un **objectif d'équilibre vie professionnelle vie personnelle**. Ainsi, une charte des temps et des bonnes pratiques et un guide sur la parentalité ont été élaborés et diffusés aux agents. Une attention particulière a également été portée au soutien des agents proches aidants.

### Autres actions

- **La poursuite des actions menées autour des questions de santé et sécurité au travail**

En 2025, les mesures prévues par la Charte handicap du GIP HIS ont été déployées : les deux référentes handicap du GIP HIS ont été nommées et ont bénéficié d'une formation ; les partenariats avec Cap Emploi et le FIPHFP ont été renforcés ; un travailleur en situation de handicap a été recruté. Nous avons par ailleurs participé à l'évènement Duoday avec l'accueil de deux stagiaires et le recours au secteur adapté et protégé a été développé. Le Groupement est à présent identifié comme acteur handi-engagé sur les offres d'emploi France Travail.

Par ailleurs, les actions de prévention prioritaires définies dans le cadre du DUERP, actualisé en 2024, ont été déployées avec la mise en place de la charte des temps et des bonnes pratiques, l'organisation de formations au risque routier ou la sensibilisation des agents aux bonnes pratiques du travail sur écran. Plusieurs campagnes de prévention organisées par notre centre de santé au travail (semaine du diabète, octobre rose, mois sans tabac) ont également été relayées auprès des agents, et une webconférence sur le sommeil leur a été proposée en partenariat avec l'organisme assureur de

notre complémentaire santé. Enfin, nous avons poursuivi les efforts engagés (formations, mise en œuvre des procédures incidents, coordination partenariale...) auprès des équipes qui interviennent sur des terrains complexes dans le cadre des missions de relogement.

### Formations

**Afin de valoriser et d'enrichir les savoir-faire de nos collaborateurs**, mais aussi de les fidéliser, diverses formations assurées par des prestataires externes **ont été proposées aux agents, dans le cadre de notre plan de développement des compétences.**

La totalité des directions et services du Groupement a eu un ou plusieurs agents en formation en 2025.

#### 99 agents ont suivi au moins une formation en 2025

- **Nombre d'organismes de formation sollicités**  
25 (27 en 2024)
- **Nombre d'actions financées**  
41 (47 en 2024)
- **Nombre de stagiaires en formation collective**  
231 (224 en 2024)
- **Nombre de stagiaires en formation individuelle**  
21 (32 en 2024)

Cette année, la Direction a souhaité poursuivre le travail engagé depuis 2023 pour permettre à ses équipes sociales de mieux gérer les situations qu'elles peuvent rencontrer en accompagnant les ménages, notamment sur deux problématiques particulières :

**Gestion de l'agressivité des familles** : les publics accompagnés peuvent en effet présenter un niveau d'agressivité verbale voire physique plus important que dans les autres missions du GIP HIS.

**Les troubles psychiques** : mieux comprendre et accompagner les personnes en souffrance psychique, l'objectif étant de donner des clés de compréhension et d'action à nos travailleurs sociaux dans ces situations qui se révèlent plus fréquentes dans leur travail au quotidien.

L'équipe Formation du Groupement a également proposé des ateliers internes ayant pour objectif d'enrichir les compétences des agents et de développer le lien interservices. 18 agents de 9 services différents ont pris part à ces ateliers.

A noter également qu'une formation obligatoire sur les fondamentaux de la laïcité a été suivie par l'ensemble des agents du GIP HIS (soit 105 agents). Ce programme de formation interministériel des agents publics à la laïcité a été mis en place pour répondre à l'objectif de formation de l'ensemble des agents publics à la laïcité d'ici 2025.

#### Temps de convivialité - Ateliers Fresque du Climat

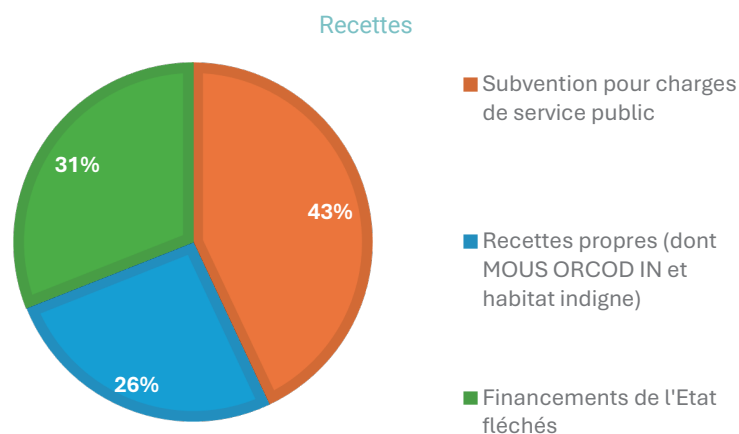
Le 16 juin, un après-midi « convivialité » a été organisé dans les locaux de l'école des Cuistots Migrateurs à Montreuil. Après un repas-buffet, des ateliers ont été proposés aux agents par les animateurs de l'association « La Fresque du Climat ». Ces ateliers collaboratifs, conçus pour comprendre les enjeux du changement climatique de façon ludique et créative, ont regroupé des agents de différents services. Ils ont permis aux uns et autres d'échanger, de mieux se connaître, de passer un moment convivial et de cohésion.



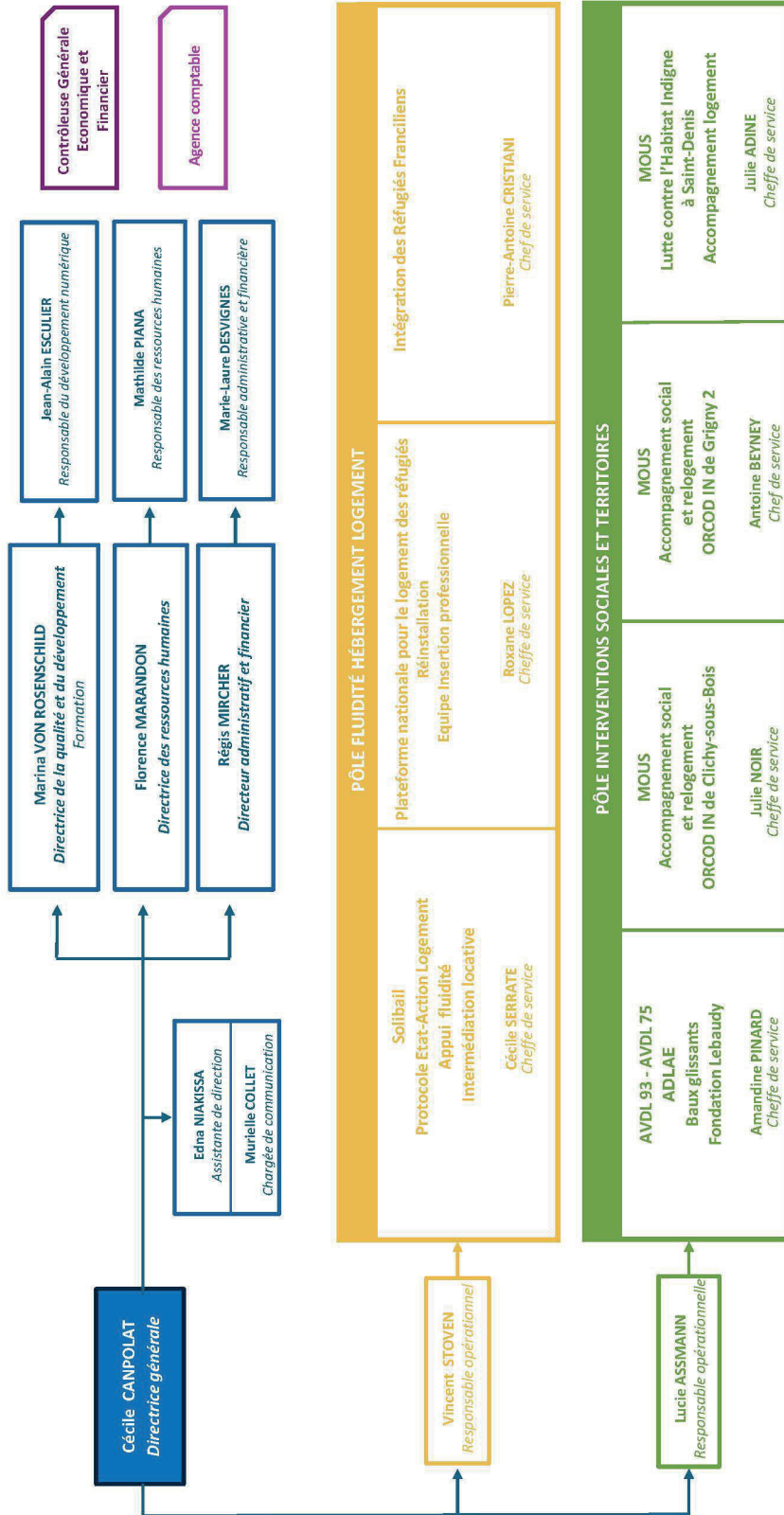
## RESSOURCES FINANCIÈRES

**En notre qualité d'organisme public, nous conduisons des missions de déploiement de la politique sociale et de la politique de logement de l'Etat, qui reste à ce titre notre principal fournisseur.**

En 2025, les dépenses se sont élevées à 7 702 492 €. Les **dépenses de personnel représentaient 73% du total** soit 5 600 177 € ; les dépenses de fonctionnement 27% soit 2 088 194 € ; les dépenses d'investissement se sont établies à 14 121 €.



# NOTRE ORGANISATION



## GOUVERNANCE

<b>Philippe CROUZET</b>	Président du GIP HIS
-------------------------	----------------------

> Siègent avec voix délibérative

<b>Hélène CROZE</b>	Représentant l'État, représentant le Préfet de la Région IDF, Préfet de Paris
<b>Jacques-Bertrand DE REBOUL</b>	Directeur Adjoint DRIHL
<b>Sarah ZOUHEIR</b>	Cheffe du service Accès au logement et prévention des expulsions DRIHL
<b>Jean-Pierre SCHAEFER</b>	Président de l'UR SOLIHA
<b>Rachida OUAD</b>	Directrice Régionale Adjointe, Relation Clients IDF, d'Action Logement Services
<b>Myriam BERGHOUT</b>	Directrice Régionale Ile-de-France Groupe ADOMA
<b>Delphine DEPAIX</b>	Directrice de la cohésion sociale et des solidarités - Emmaüs Habitat
<b>Mireille BOSPHORE</b>	Responsable des Politiques d'Attribution, des Politiques Sociales et de Développement Urbain Social du GIE 1001 Vies Habitat
<b>Elisabeth NOVELLI</b>	Directrice générale adjointe en charge de la direction de la clientèle SEQENS
<b>Anne-Katrin LE DOEUFF</b>	Directrice de l'AORIF
<b>Caroline LANDEAU</b>	Directrice déléguée en charge des stratégies sociales Immobilière 3F

> Siègent avec voix consultative

<b>Lotfi OUANEZAR</b>	Directeur Général - Emmaüs Solidarité
<b>Éric CONSTANTIN</b>	Directeur de l'Agence Régionale Île-de-France, Fondation Abbé Pierre

> Siègent également à l'Assemblée Générale

<b>Cécile COURAULT</b>	Contrôleuse Général, Economique et Financier
<b>Rodolphe JAYET-GENDROT</b>	Agent Comptable



**Habitat et Interventions Sociales**  
**GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC**

GIP HABITAT ET INTERVENTIONS SOCIALES

3 rue Franklin 93100 Montreuil

Tél. : 01 41 58 76 76 - Fax : 01 43 62 63 46

[contact@giphabitat.org](mailto:contact@giphabitat.org)

[www.giphabitat.org](http://www.giphabitat.org)